



LE RASSEMBLEMENT MONDIAL 2019 DU MOUVEMENT SUN

#SUNGG19
scalingupnutrition.org/sungg2019/



GOVERNMENT OF NEPAL
 NATIONAL PLANNING COMMISSION



S'ENGAGER • MOTIVER • INVESTIR

**Le Rassemblement mondial 2019
 du Mouvement SUN (Mouvement pour
 le renforcement de la nutrition)
 « Nourrir la planète et ses habitants »**

RÉSUMÉ DES SÉANCES

Rassemblement Mondial 2019 du Mouvement SUN

Photo: ©UNICEF/UNI185691/Sokol

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements.....	2
Introduction.....	3
Coup de projecteur sur le SUNGG19.....	4
Lundi 4 novembre 2019.....	4
Cérémonie d'ouverture.....	4
Mardi 5 novembre 2019.....	6
Séance plénière n° 1 : de Katmandou à Tokyo et au-delà – Engagement en faveur d'un avenir dans lequel les populations bénéficieront d'une santé et d'une alimentation meilleures	6
ATELIERS	8
Mercredi 6 novembre 2019.....	18
Séance plénière 2 : l'essor du Mouvement SUN : nos progrès, notre avenir	18
ATELIERS	21
Jeudi 7 novembre 2019	31
Séance plénière 3 : Harmoniser les activités du Mouvement SUN avec les Objectifs du développement durable.....	31
ATELIERS	33
Séance plénière 4 : Cérémonie de clôture – Accélération de l'élimination de la malnutrition, sans laisser personne de côté	39
<i>La Déclaration de Katmandou</i>	41

Remerciements

Nous souhaitons remercier chaleureusement tous les pays SUN, les partenaires et les participants du Rassemblement, tout particulièrement le coorganisateur, la Commission nationale de planification du gouvernement du Népal, sans qui ce Rassemblement mondial 2019 du Mouvement SUN n'aurait pas été possible. Nous remercions tout particulièrement l'ENN, qui a su communiquer les enseignements de chaque séance figurant dans le présent rapport, ainsi que tous nos partenaires du savoir et les réseaux.

Introduction

Plus de 1 200 personnes ont participé au Rassemblement mondial 2019 du Mouvement SUN (ou SUNGG19) qui s'est tenu à l'hôtel Yak & Yeti à Katmandou, au Népal, du 4 au 7 novembre 2019. Le gouvernement du Népal et sa Commission nationale de planification ont accueilli tous les membres du Mouvement SUN dans l'optique de créer, pour tous les pays SUN, un espace de partage d'expériences et de connaissances sur la façon dont la nutrition et les partenariats multi-acteurs peuvent accélérer la réalisation des Objectifs de développement durable.

Le thème du Rassemblement mondial 2019 du Mouvement SUN était « Nourrir la planète et ses habitants ». Il répond au fait que la mondialisation, l'urbanisation, les inégalités, les crises humanitaires et les chocs climatiques ont des répercussions néfastes sans précédent sur la nutrition des populations du monde entier. Pour y faire face, les systèmes alimentaires doivent permettre à toutes et à tous d'avoir un régime nutritif, sûr, abordable et durable, tout en respectant les limites de l'écosystème planétaire. C'est sur ce thème qu'ont été élaborés, d'une part, un programme exhaustif de séances plénières et de 25 ateliers de travail sur la base de contributions de pays et de parties prenantes, et, d'autre part, la Stratégie et feuille de route du Mouvement SUN pour la période allant de 2016 à 2020.

- **Programme du Rassemblement mondial 2019 du Mouvement SUN** : [En anglais](#) | [En français](#) | [En espagnol](#)
- **Communiqué de presse : le Rassemblement mondial du Mouvement SUN réunit plus de 1 000 participants qui ont à cœur d'améliorer la nutrition** (en anglais)

Avant le SUNGG19, une journée entière d'ateliers et de réunions avec les points focaux, les réseaux, le Comité exécutif et les membres du Groupe principal du Mouvement SUN a été organisée pour s'assurer que les pays du Mouvement SUN sont « en bonne voie » d'atteindre les objectifs fixés.

Le Rassemblement mondial (SUNGG) est l'évènement phare du Mouvement SUN car cet évènement sert à dresser un bilan de ses progrès et de ses difficultés et à prendre le temps de réfléchir à la mise en œuvre des initiatives de nutrition à l'échelle mondiale. Les précédentes éditions du Rassemblement mondial du Mouvement SUN se sont tenues à New York en 2013, à Rome en 2014, à Milan en 2015 et à Abidjan en 2017. De plus amples informations sur les précédents Rassemblements mondiaux du Mouvement SUN sont disponibles [ici](#).

Coup de projecteur sur le SUNGG19



Lundi 4 novembre 2019

Cérémonie d'ouverture



La cérémonie d'ouverture du Rassemblement mondial 2019 du Mouvement SUN a été présidée par Monsieur Ishwar Pokhrel, l'honorable Vice-premier ministre et Ministre de la défense du Népal (qui représentait le très honorable Premier ministre du Népal, Monsieur K.P. Sharma Oli). Cette cérémonie s'est déroulée en présence de délégués de pays et d'États indiens membres du Mouvement SUN, de pays observateurs, du système de soutien international du Mouvement SUN, d'experts techniques et de représentants diplomatiques du Népal. Elle a permis de planter le décor de cette importante manifestation bisannuelle du Mouvement SUN, qui donne la formidable occasion de faire le point sur les avancées et les difficultés des pays membres du Mouvement, d'échanger des connaissances et de se préparer à la troisième phase du Mouvement SUN (2021-2025) et aux engagements qui seront pris lors du Sommet de la nutrition pour la croissance qui se déroulera à Tokyo en 2020. La cérémonie d'ouverture a été suivie par l'inauguration du Village mondial SUNGG19, et par un dîner traditionnel népalais, servi à l'initiative de la Commission nationale de planification du Népal pour accueillir comme il se doit tous les participants dans la ville de Katmandou.

Intervenants :

- Monsieur Ishwar Pokhrel, l'honorable Vice-premier ministre et Ministre de la défense du Népal
- Madame Henrietta H. Fore, Directrice exécutive de l'UNICEF et présidente du Groupe principal du Mouvement SUN
- Son Excellence Monsieur Daniel Kablan Duncan, Vice-président de la Côte d'Ivoire et membre du Groupe principal du Mouvement SUN
- Professeur docteur Pushpa Raj Kandel, l'honorable Vice-président de la Commission nationale de planification du Népal
- Madame Gerda Verburg, sous-secrétaire générale des Nations Unies et coordinatrice du Mouvement pour le renforcement de la nutrition (Mouvement SUN)
- Madame Bidhya Devi Bhandari, la très honorable Présidente du Népal (message vidéo : <https://youtu.be/1ZsDiNorkz8>)
- Docteur Tedros Ghebreyesus, Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé (message vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=aDrq1vEI-2o>)
- Madame Amina Mohammed, Vice-secrétaire générale des Nations Unies (message vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=gafHq0WYA6w>)

Pour visionner la vidéo de la cérémonie d'ouverture, cliquez sur le lien suivant :

<https://www.youtube.com/watch?v=VLE-SBmFJyM>.

Des photos de la journée du lundi 4 novembre sont consultables en cliquant sur ce lien :

<https://www.flickr.com/photos/scalingupnutrition/albums/72157711650733788>.

Ce qu'il faut retenir :

- Le gouvernement du Népal et sa Commission nationale de planification ont accueilli plus de 1 200 participants de plus de 100 pays à la cérémonie d'ouverture du Rassemblement mondial du Mouvement SUN. La cérémonie d'ouverture a donné le ton des quatre jours suivants ; elle a exposé l'importance de la nutrition dans les programmes de développement et la nécessité de réaliser les Objectifs de développement durable (ODD). Elle a également été l'occasion de rappeler le rôle crucial du Mouvement SUN tout au long du Rassemblement mondial, rencontre déterminante pour garantir que la nutrition reste une priorité politique dans tous les pays SUN.
- Ces 20 dernières années, le Népal a réalisé des avancées notables dans le domaine de la nutrition, en adoptant l'approche multisectorielle et multi-acteurs du Mouvement SUN. Le gouvernement du Népal a confirmé que l'appartenance au Mouvement SUN a indubitablement permis de prendre des engagements politiques aux plus hauts niveaux. S'il est vrai qu'il reste beaucoup à accomplir pour la nutrition dans ce pays, le Népal est sur la bonne voie. La Commission nationale de planification pilote cette approche intersectorielle ; elle s'efforce d'assurer une collaboration entre secteurs et de jouer un rôle moteur et mobilisateur aux plus hauts niveaux. Heureux d'être membre du Mouvement SUN, le Népal était très honoré d'organiser cette manifestation.
- Lors de l'inauguration officielle du SUNGG19 s'est déroulé un rite traditionnel népalais durant lequel Son Excellence Monsieur Daniel Kablan Duncan, Vice-président de la Côte d'Ivoire (pays organisateur du Rassemblement mondial de 2017) et l'honorable Vice-premier ministre du Népal ont allumé des lampes de cérémonie. La très honorable Présidente du Népal, Madame Bidhya Devi Bhandari, a ensuite prononcé un discours d'accueil officiel (retransmis par vidéo).
- Gerda Verburg, coordinatrice du Mouvement SUN, a remercié le gouvernement du Népal et l'a félicité pour son organisation majestueuse et bienveillante, ainsi que pour son engagement ferme et renouvelé en faveur de la nutrition. Elle a rappelé que la force du Mouvement SUN reposait sur les 61 pays qui se sont engagés dans le Mouvement. Elle a appelé les participants

à profiter du Rassemblement mondial pour s'exprimer haut et fort, et en toute franchise, s'enrichir, partager et s'inspirer des autres pour rapporter chez eux cet enthousiasme et cette volonté à changer et à agir pour des changements concrets.

- D'autres dignitaires ont également communiqué des messages d'accueil, notamment le docteur Tedros Ghebreyesus, Directeur général de l'OMS, Amina Mohammed, Vice-secrétaire générale des Nations Unies et Henrietta Fore, Directrice exécutive de l'UNICEF. Ces messages ont donné le ton de cette rencontre et ont apporté des explications sur les efforts de collaboration entre agences, secteurs et parties prenantes ainsi que le haut niveau d'engagement politique de l'approche du Mouvement SUN d'amélioration de la nutrition.
- La cérémonie d'ouverture a également été l'occasion d'évoquer le Sommet de la nutrition pour la croissance de 2020 à Tokyo et la troisième phase du Mouvement SUN. Il s'agissait aussi de lancer un appel à l'action à toutes les personnes présentes dans la salle, en leur demandant de prendre des engagements judicieux en faveur de la nutrition et de contribuer à la réalisation des ODD d'ici 2030.
- Le flambeau du Rassemblement mondial a été passé par Son Excellence Monsieur Duncan, Vice-président de la Côte d'Ivoire, à l'honorable Vice-premier ministre du Népal, comme geste symbolique d'inauguration officielle du Rassemblement.



Mardi 5 novembre 2019

Séance plénière n° 1 : de Katmandou à Tokyo et au-delà — Engagement en faveur d'un avenir dans lequel les populations bénéficieront d'une santé et d'une alimentation meilleures



Cette première séance plénière a servi à planter le décor et à présenter l'ambition du Rassemblement mondial 2019 du Mouvement SUN, qui est une étape essentielle vers le Sommet de la nutrition pour

la croissance de 2020 à Tokyo et la troisième phase du Mouvement SUN. Elle a confirmé que les pays doivent accroître leurs efforts de renforcement de la nutrition et atteindre les Objectifs de développement durable. Étant donné ces défis, les pays SUN et les parties prenantes ont promis de renouveler leurs engagements en faveur de la nutrition lors du Sommet de la nutrition pour la croissance de Tokyo en 2020. La nutrition et la santé sont revenues sur le devant de la scène, notamment l'amélioration de la situation des femmes et des enfants, la lutte contre les inégalités et la priorité faite aux personnes les plus vulnérables.

Intervenants :

- Madame Henrietta H. Fore, Directrice exécutive de l'UNICEF et présidente du Groupe principal du Mouvement SUN
- Madame Gerda Verburg, sous-secrétaire générale de l'ONU et coordinatrice du Mouvement SUN (discours d'objectifs ambitieux)
- Monsieur Pradeep Kumar Gyawali, l'honorable Ministre des affaires étrangères du Népal
- Son Excellence Monsieur Daniel Kablan Duncan, Vice-président de la Côte d'Ivoire
- Docteur Azucena M. Dayanghirang, directeur exécutif, Conseil national de la nutrition des Philippines
- Monsieur Juan Carlos Carías, secrétaire du SESAN (Secrétariat à la sécurité alimentaire et nutritionnelle du Guatemala), cabinet du président du Guatemala
- Madame Jane Napais-Lankisa, jeune leader SUN, Kenya
- Madame Diane Holdorf, directrice générale de Food and Nutrition, Conseil mondial des entreprises pour le développement durable (chargée du discours éloquent, représentante du secteur privé)
- Docteur Beth Dunford, coordinatrice adjointe du développement de Feed the Future, USAID (discours éloquent, représentante des partenaires de développement)
- Madame Émilie Movice-Oro, directrice de pays pour les Philippines, directeur par intérim de la région Asie, Institut international de la reconstruction rurale (discours éloquent, représentante de la société civile)
- Son Excellence Monsieur Masamichi Saigo, ambassadeur du Japon au Népal (remarques de clôture)

Des photos de la séance plénière du mardi 5 novembre sont consultables en cliquant sur ce lien : <https://www.flickr.com/photos/scalingupnutrition/albums/72157711663352187>.

Ce qu'il faut retenir :

- Chaque invité a pris des engagements spécifiques, mesurables, atteignables, réalistes et limités dans le temps (SMART) en vue du Sommet de la nutrition pour la croissance de 2020 à Tokyo et de la troisième phase du Mouvement SUN (2021-2025).
- La grande majorité des personnes présentes se sont engagées à mettre fin au statu quo et à définir une nouvelle ambition politique et stratégique visant à améliorer la nutrition dans les pays membres du Mouvement SUN, dans la perspective du Sommet et au-delà.
- Des représentants de la société civile, du secteur privé et de partenaires de développement ont fait des discours brefs et éloquents pour expliquer comment et pourquoi les différentes parties prenantes doivent s'engager à jouer le rôle qui est le leur dans l'amélioration de la nutrition. L'ensemble des personnes présentes ont reconnu que fixer des engagements SMART dans tous les secteurs et pour toutes les parties prenantes était conditionnel à une amélioration visible et durable de la nutrition.

- Les remarques de clôture ont transmis un message fort, clair et puissant en vue du Sommet de la nutrition pour la croissance de 2020 à Tokyo. Elles ont appelé le Mouvement à profiter de cette dynamique propice à de nouveaux investissements, engagements politiques et changements systémiques pour éradiquer la malnutrition sous toutes ses formes, atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) et ne laisser personne de côté.



ATELIERS (mardi 5 novembre)

Atelier n° 1

Préparer le terrain pour la conférence de Tokyo : investir pour obtenir des résultats et accélérer les progrès dans l'éradication de la malnutrition

Résumé

Des engagements financiers innovants et efficaces doivent être pris lors du Sommet de la nutrition pour la croissance de 2020 à Tokyo, afin d'atteindre les objectifs nutritionnels de l'Assemblée mondiale de la Santé de 2025. Conformément au Cadre d'investissement mondial pour la nutrition (2017), 7 milliards USD supplémentaires sont nécessaires chaque année (10 USD par enfant et par an) pour atteindre quatre des objectifs de nutrition mondiaux (70 milliards USD sur 10 ans). Les pays SUN ont donc besoin de davantage de ressources et d'une mobilisation accrue des ressources nationales pour respecter leurs engagements en matière de nutrition.

Au cours de cet atelier, le Pérou, le Burkina Faso, l'Indonésie et l'ambassade du Canada au Mali (en sa qualité de facilitateur du réseau des donateurs) ont partagé leurs expériences sur les modèles de financement. L'organisation prochaine de la conférence de Tokyo (2020) est une excellente occasion de garder à l'esprit ses objectifs en consolidant des modèles de partenariats de financement innovants. Parmi les mécanismes de financement, citons le Mécanisme de financement mondial, le Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP) et The Power of Nutrition (PoN), qui ont également été présentés lors de l'atelier.

Ce qu'il faut retenir

- Le Cadre d'investissement mondial pour la nutrition d'un montant de 70 milliards USD sert uniquement à des interventions spécifiques à la nutrition. Les donateurs ont beaucoup investi dans des programmes contribuant à la nutrition mais un recul s'amorce.
- Un engagement politique de haut niveau est nécessaire pour accroître les dépenses budgétaires dans la nutrition : « *Lorsqu'un gouvernement contribue financièrement à la mise en œuvre de plans nationaux de nutrition en mobilisant des ressources de son pays, les donateurs et autres partenaires du développement sont plus susceptibles de s'engager financièrement.* » (exemples du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire)

- Avant de faire appel aux dons, tout pays doit examiner sa fiscalité et instaurer un système fiscal efficace pour garantir les droits de tout un chacun.
- Il existe un besoin impératif d'améliorer la collecte des données sur les dépenses nutritionnelles dans les pays.
- À l'heure actuelle, les politiques publiques ne répondent pas aux demandes du grand public. Par conséquent, nous devons instituer des processus budgétaires selon une approche fondée sur les droits fondamentaux.

Tout nouveau mécanisme de financement devrait :

- Stimuler la mobilisation de ressources nationales avec des financements symétriques.
- Envisager davantage de partenariats avec le secteur privé (GAFSP, PoN).
- Proposer un soutien à de nombreuses activités (rédaction de dossiers d'investissement, recensement des réformes du financement de la santé/nutrition, réunions avec des investisseurs, mise en place de projets).
- S'assurer que les investissements sont toujours réalisés par le jeu du gouvernement (par exemple, la mise en œuvre du Mécanisme de financement mondial doit être en lien avec le dossier d'investissement du pays).
- Rassembler des ressources pour investir dans des programmes gouvernementaux et utiliser une seule plateforme (exemple du fonds supplémentaire de Power of Nutrition en Côte d'Ivoire pour ajouter une composante de développement des enfants à un programme de nutrition).
- Être modulable et s'adapter aux besoins des pays (par exemple, changement d'orientation stratégique à la suite d'une demande d'investissement pour des États fragiles et en proie aux conflits (Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire ou GAFSP).

Atelier n° 2

Ingrédients pour un engagement politique durable en faveur de la nutrition

Résumé

Les pays SUN se sont fixé un objectif ambitieux : révolutionner leur façon de lutter contre la malnutrition par une approche multisectorielle et multi-acteurs. Pour cela, un leadership politique de haut niveau est essentiel afin d'abattre les cloisonnements et de rassembler divers groupes issus de différents secteurs et niveaux de gouvernance. Lors de cet atelier, les participants ont réfléchi aux contributions de l'ensemble de la société qui sont nécessaires au maintien de l'engagement politique et à sa concrétisation en initiatives et financements : de la couverture médiatique à l'engagement des parlementaires, de la mobilisation des populations aux pratiques responsables des entreprises, et bien plus encore.

Nous savons qu'il n'y a pas de recette universelle pour maintenir l'élan politique, mais des ingrédients existent et peuvent être adaptés aux différents contextes. Les participants à cet atelier ont échangé leurs idées et discuté de leurs promesses, ainsi que de leurs efforts de mobilisation et de plaidoyer ; ils n'ont pas laissé d'autre choix aux gouvernements que de prendre leurs responsabilités, d'être plus transparents et plus efficaces dans la lutte contre la malnutrition.

Ce qu'il faut retenir

- Les dirigeants politiques de haut niveau doivent s'approprier les problèmes de nutrition : afin de mobiliser les ministres, tout particulièrement ceux des finances et de l'économie, il faut que les plus hauts responsables gouvernementaux considèrent la nutrition comme une tâche dans laquelle il vaut la peine d'investir. Pour ce faire, le renforcement des capacités des acteurs politiques est une option.

- Cadre juridique : pour que l'engagement en faveur de la nutrition n'évolue pas au gré des dirigeants politiques, il faut inclure la nutrition dans les textes juridiques, comme la constitution ou la législation du pays.
- Autonomisation de la société civile : une société civile crédible et digne de confiance est essentielle au maintien des engagements en faveur de la nutrition car elle exige que les gouvernements rendent compte régulièrement et elle les confronte à la réalité (le lien se faisant par l'intermédiaire de dirigeants locaux).
- Données probantes : les preuves et faits concrets ramènent les hommes et femmes politiques à la réalité. C'est d'ailleurs le cas des notes de synthèse contenant des données fiables, qui sont très efficaces pour aider les dirigeants politiques à mieux comprendre une situation rapidement et facilement. Des indicateurs permettant d'évaluer les effets des engagements politiques sont nécessaires. Des postes budgétaires pour la nutrition sont un bon indicateur mais ce n'est pas suffisant.
- Communication et utilisation des médias : il faut utiliser différents médias et adapter les messages au type de média. Des plans de communication sont également nécessaires pour atteindre les objectifs nationaux avec des messages visant à changer les comportements.
- Implication de la jeunesse : l'atelier a fait ressortir que l'implication des jeunes était nécessaire à un changement transformationnel sur le long terme.
- Échanges entre pays d'un même continent : l'atelier a révélé la nécessité de renforcer la coordination et les partenariats entre pays de mêmes régions du monde.
- Secteur privé : l'atelier a également confirmé le besoin d'outils fiables pour impliquer les acteurs du secteur privé de sorte qu'ils apportent une contribution utile au maintien des engagements politiques en faveur de la nutrition.

Atelier n° 3

Construire des systèmes alimentaires qui assurent une alimentation saine

Résumé

L'alimentation est à la base de la nutrition. Les méthodes de production, de transformation, de transport, de vente et de consommation ont des implications considérables sur la nutrition, la santé et l'environnement. Le phénomène croissant du double fardeau de la malnutrition nous alerte sur la nécessité de transformer nos systèmes alimentaires pour proposer des régimes alimentaires sains tout en préservant les ressources naturelles, desquelles nous dépendons tous.

Les systèmes alimentaires sont un réseau complexe d'activités impliquant de nombreuses organisations (par exemple : Groupe de haut niveau d'experts sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE 2017), Commission mondiale sur les systèmes agricoles et alimentaires pour la nutrition (GLOPAN 2016), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture [cadre de la FAO 2016]). Les décideurs politiques ont du mal à s'y retrouver et cela nuit à l'action des gouvernements sur leur système alimentaire national.

Cet atelier a été organisé comme une « place de marché internationale » de points d'entrée des systèmes alimentaires pour la nutrition. Des situations rencontrées entre autres au Pérou, au Sri Lanka, en Indonésie, au Kirghizistan, au Burundi, en Zambie, à Madagascar et au Costa Rica ont été présentées et ce fut pour les participants l'occasion de partager leurs expériences d'action collective de transformation des systèmes alimentaires au profit de régimes alimentaires sains et durables. Ils ont également discuté de points d'entrée stratégiques comme l'agriculture contribuant à la nutrition, la nutrition dans les écoles, les recommandations pour une alimentation saine, l'étiquetage des produits alimentaires et les politiques alimentaires dans les zones urbaines.

Ce qu'il faut retenir

- Les systèmes alimentaires sont essentiels à l'amélioration de la nutrition et les partenaires du Mouvement SUN travaillent déjà sur ces systèmes.
- L'organisation des systèmes alimentaires doit être simplifiée car ces derniers sont complexes ; ils supposent un grand nombre de politiques et une plus grande harmonisation entre politiques et cadres de travail est nécessaire.
- Les recommandations pour une alimentation saine doivent être pérennes et tenir compte de la nourriture des populations et des aliments produits localement.
- Il faut un engagement politique de l'ensemble du gouvernement, et pas seulement au plus haut niveau.
- Le secteur privé est un acteur essentiel de l'organisation des systèmes alimentaires et il doit davantage s'impliquer.
- Nombreux sont les pays qui ont réussi à développer des normes d'étiquetage des produits alimentaires.
- Les médias peuvent aussi servir au lancement de campagnes de plaidoyer et d'informations du grand public sur l'alimentation saine et inciter les gouvernements à la commercialisation d'aliments sains.
- Il est bon d'étudier l'octroi de subventions aux cultures de céréales et de voir comment le coût des produits sains comme les fruits et les légumes peut être plus abordable. Les enjeux sont très complexes et ils appellent une plus grande réflexion.
- Cet atelier a également permis de se rendre compte qu'il est peut-être trop compliqué d'aborder tous les aspects des systèmes alimentaires lors de la troisième phase du Mouvement SUN et qu'il vaudra donc mieux choisir les aspects les plus pertinents sur lesquels concentrer ses efforts.

Atelier n° 4

Dénutrition et obésité : deux facettes d'une même réalité ! Des possibilités de lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes

Résumé

Les participants à cet atelier ont pu mieux comprendre les multiples fardeaux de la malnutrition en étudiant les facteurs qui jouent sur la relation entre les différentes formes de malnutrition, comme l'émaciation, les retards de croissance, les carences en micronutriments, le surpoids et l'obésité. L'atelier leur a présenté les bonnes pratiques, en s'appuyant sur des données sur les multiples fardeaux de la malnutrition, permettant d'influencer les décideurs, de tirer au mieux parti des investissements et de multiplier les effets. Des exemples concrets des Philippines, du Costa Rica et du Kenya ont été donnés et la FAO a fait une présentation sur des interventions visant à faire face aux multiples fardeaux de la malnutrition. L'atelier a également mis en lumière les mesures à double fonction (interventions, programmes et politiques) pouvant contribuer à la lutte contre toutes les formes de malnutrition.

Ce qu'il faut retenir

- Différentes formes de malnutrition existent au sein d'une même population et elles ne peuvent être traitées par un seul lot d'interventions.
- L'atelier a dégagé plusieurs points : la nécessité d'une approche systémique, notamment d'une étude du rôle des systèmes alimentaires face aux multiples fardeaux ; et l'adoption d'une approche multisectorielle plus globale impliquant de nouveaux acteurs.

- Des données de meilleure qualité et une hausse des investissements dans les données sont nécessaires : concernant ce dernier point, il est nécessaire de bien comprendre les statistiques infranationales de surpoids et les carences en micronutriments (les données n'étant pas toujours exactes) ; les enquêtes de nutrition et les mécanismes de collecte de données doivent intégrer des indicateurs de surpoids.
- L'atelier a également conclu que les interventions devaient être adaptées aux populations, tenir compte de leur culture et de leur conception du poids idéal d'une personne en bonne santé. Les interventions doivent prendre en considération les populations ciblées.
- De même, la volonté politique est cruciale, car les pays ne peuvent se contenter de lutter contre l'émaciation et les retards de croissance ; ils doivent combattre toutes les formes de malnutrition, car nombreux sont ceux qui seront bientôt confrontés aux trois fardeaux simultanément.

Atelier n° 5

Un cercle vertueux grâce au retour d'expérience : faire de l'Évaluation conjointe un outil adapté aux objectifs du Mouvement SUN

Résumé

Depuis 2014, les pays membres du Mouvement SUN réalisent chaque année une évaluation conjointe. Ces évaluations annuelles sont l'occasion pour eux de dresser un bilan détaillé de leurs avancées par rapport aux objectifs clés fixés par le Mouvement SUN. Elles fournissent également de précieuses informations au « système de soutien » du Mouvement pour mieux répondre aux besoins des pays. Bien que les acteurs nationaux de la nutrition reconnaissent l'importance de ces évaluations, notamment en tant qu'outils, de nombreux pays ont exprimé le désir d'une démarche moins chronophage et moins exigeante en ressources.

Ce cinquième atelier fut l'occasion pour les acteurs des pays SUN et les réseaux mondiaux de revoir le processus et les résultats de cette évaluation. L'objectif était de créer un outil adapté aux objectifs du Mouvement SUN, encourageant les participants à célébrer les résultats mais également à intensifier leurs efforts pour progresser dans leur lutte contre la malnutrition. Trois pays nous ont fait part de leurs réflexions sur les évaluations conjointes (le Gabon, l'Indonésie et le Honduras), chacun ayant eu une expérience différente du processus d'évaluation conjointe.

Ce qu'il faut retenir

- Les pays ont besoin de plateformes multi-acteurs dynamiques et inclusives, pour qu'un large éventail de parties prenantes participent au recensement des progrès effectués chaque année et des contraintes empêchant le renforcement des activités.
- Les évaluations conjointes sont très appréciées des acteurs nationaux car elles permettent de sensibiliser davantage, d'accroître les échanges avec les acteurs gouvernementaux et de se recentrer sur les réalisations, les progrès et les priorités pour l'année à venir.
- Néanmoins, il faudra tenir compte d'importantes contraintes lors de la troisième phase du Mouvement SUN comme l'ambiguïté de certaines boîtes à outils, la subjectivité des notations et la complexité du processus d'évaluation conjointe. L'atelier a recommandé de mener les évaluations conjointes tous les deux ans et de réorganiser les boîtes à outils servant aux évaluations.
- Les évaluations conjointes seront toujours plus nécessaires aux pays pour qu'ils évaluent leurs capacités de mise en œuvre d'interventions au niveau local.

- Il est possible d'en faire un outil encore plus puissant si les informations qu'elles fournissent sont utilisées pour l'élaboration d'autres politiques nationales et alimentent les discussions concernant les ODD, étant donné que la nutrition joue un rôle central dans l'atteinte de ces derniers.

Atelier n° 6

De la vision nationale à la mise en œuvre locale : tirer parti des examens nationaux pour la troisième phase du Mouvement SUN

Résumé

L'objectif de cet atelier était de se pencher sur les expériences des pays en matière de renforcement de la coordination et de la mise en œuvre parmi les secteurs et les parties prenantes concernés, afin d'améliorer les résultats en matière de nutrition au niveau local. Quatre présentations d'expérience de coordination locale ont été faites, ainsi qu'un passage en revue de 14 études de cas nationaux sur des expériences infranationales de renforcement de programmes de nutrition multisectoriels. L'atelier a également permis de tirer les enseignements d'une mise en place de politiques et stratégies nationales multisectorielles et de cadres juridiques et de financement ayant permis d'améliorer les performances et la redevabilité au niveau infranational en matière de nutrition. Quatre pays (la Tanzanie, le Bénin, le Guatemala et les Philippines) ont raconté leurs expériences et les remarquables progrès accomplis grâce à la décentralisation de plateformes multi-acteurs.

Ce qu'il faut retenir

- Les 14 études de cas de pays examinées ont illustré la grande diversité des plateformes multi-acteurs infranationales s'agissant du niveau de décentralisation, des parties prenantes impliquées, du degré de collaboration et d'autonomie de prise de décisions.
- Ce passage en revue a également révélé que la collaboration et la coordination infranationales entre secteurs et acteurs permettaient une plus grande convergence des programmes au niveau des foyers et des communes. D'autres résultats sont à noter : des plateformes communes d'exécution reposant sur des structures existantes pour la mobilisation des populations, permettant la diffusion de messages communs à tous les secteurs d'activité et un suivi et une évaluation conjoints.
- Les plateformes multisectorielles décentralisées affichant une réussite incluent des représentants de différents ministères et de la société civile, et sont présidées à un niveau administratif approprié. Dans des pays comme la Tanzanie et le Bénin, des représentants de la nutrition ont été nommés au niveau des districts afin de superviser la mise en œuvre des programmes infranationaux.
- Les programmes infranationaux sont censés être bâtis sur des plans d'action élaborés par les plateformes multisectorielles infranationales en fonction du contexte et à l'échelle locale, et convenus de manière inclusive. Ils doivent en principe être entièrement chiffrés et inclure des postes budgétaires consacrés à la nutrition, financés par les gouvernements nationaux et locaux. Ces cadres communs de résultats infranationaux sont beaucoup plus vertueux lorsque la nutrition est une priorité explicite des plans de développement local et que les élus agissent en qualité d'ambassadeurs de la nutrition à tous les niveaux administratifs.
- Les principales exigences d'une coordination infranationale de plateformes multisectorielles ont été fixées comme suit : une volonté politique forte au niveau local, un

cadre de responsabilisation définissant clairement les rôles, un processus de prise de décisions décentralisé, du personnel qualifié et bien formé dans les secteurs contribuant à la nutrition, et des ressources allouées à la coordination des différentes parties prenantes.

- L'atelier a révélé qu'il était possible d'encourager la responsabilisation par la publication des dépenses de nutrition afin de permettre une comparaison avec les objectifs comportant des incitations, notamment grâce à des systèmes de notation et de récompenses. Dans les cas où les objectifs ne seraient pas remplis, des sanctions pourraient s'appliquer.

Atelier n° 7

Se faire entendre au milieu du bruit ambiant : pourquoi il est essentiel de construire un récit percutant et de faire participer des acteurs inhabituels pour être entendu

Résumé

Vous pensez que les gens écoutent vos récits sur la nutrition ? Ce n'est pas si sûr. Nous vivons dans un monde bruyant et nous devons nous assurer que nos récits sont entendus par les bonnes personnes, au bon moment. Le besoin d'impliquer les personnes qui ne s'investissent pas encore dans la nutrition est réel. Il peut s'agir des petits exploitants agricoles et des cuisiniers travaillant dans la production alimentaire, qui ne participent pas aux programmes et politiques. Il est essentiel de collaborer avec le gouvernement, notamment le Ministre de la santé, le Ministre de l'agriculture, ainsi que les donateurs, les médias, les chefs religieux et traditionnels, le personnel infirmier, les sages-femmes et le secteur privé. Mais la collaboration ne s'arrête pas là et il faut également impliquer les jeunes, le Ministère des finances, le Ministère de l'éducation, les écoles, les agriculteurs, les cuisiniers, des célébrités, des parlementaires et les collectivités. Il faut prendre le temps de réfléchir aux personnes avec qui vous allez collaborer. Cela dépend du contexte et de votre cible. Cet atelier a permis à des personnes auxquelles on n'aurait autrement pas songé (cuisiniers, agriculteurs, jeunes, médias) de s'exprimer sur de nouveaux moyens judicieux de construire un discours.

Ce qu'il faut retenir

- Redécouvrir les cultures et aliments locaux : en Bolivie, les produits agricoles locaux sont utilisés dans les programmes d'alimentation scolaire grâce aux efforts de promotion de ces aliments, notamment aux explications sur les façons de préparer des repas avec ces produits « oubliés ».
- Produits agricoles locaux : en Inde, des cuisiniers soucieux du développement durable ont décidé d'acheter des produits locaux en lieu et place de céréales importées pour cuisiner des produits alimentaires nutritifs. Il s'agit de produits souvent considérés comme des céréales secondaires et auparavant consommées par les populations les plus pauvres uniquement.
- Un nouveau discours en faveur de l'agriculture aux Philippines, préparé avec la collaboration de la communauté agricole, encourage cette dernière à consommer ses propres produits plutôt que de les vendre pour acheter des produits en conserve.
- Utiliser les médias en lien avec l'agriculture : au Guatemala, un journaliste a rencontré des agriculteurs de subsistance pour créer une campagne nationale de sensibilisation sur la montée de l'insécurité alimentaire liée à la crise climatique et pour attirer l'attention sur le besoin de changer les pratiques agricoles afin d'atténuer les effets de cette crise.
- De jeunes leaders étaient en bonne posture pour dialoguer avec des mères adolescentes : dans le nord du Nigéria, des espaces sécurisés ont été mis en place pour parler en toute liberté et encourager l'autonomisation des filles.

- Intervention de personnes célèbres : la Global Citizen Campaign utilise la culture populaire et la musique pour ses campagnes de plaidoyer et pour impliquer 100 millions de citoyens dans l'éradication de la pauvreté d'ici 2030.
- Importance des réseaux sociaux : un entretien avec la cheffe cuisinière Manal Al Alem, originaire de Jordanie, nous rappelle le rôle essentiel des réseaux sociaux, sachant que sa cuisine et son émission de télévision comptent plus de 300 millions de vues sur YouTube.
- Il est essentiel de connaître les éventuels risques de recourir à l'intervention de personnes auxquelles on n'avait pas pensé à l'origine.

Atelier n° 8

Pratiques commerciales et tendances de consommation émergentes dans les pays SUN

Résumé

De plus en plus, le secteur privé est reconnu comme un partenaire essentiel pouvant contribuer à accroître l'accès à des régimes alimentaires sains, à faire en sorte que les systèmes alimentaires correspondent mieux aux priorités nutritionnelles et à lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes. Les consommateurs, quel que soit leur niveau de revenu, s'approvisionnent auprès du secteur privé pour une part croissante de leur alimentation et les modes de consommation se ressemblent de plus en plus d'un pays à un autre. Cet atelier traitait du rôle et des objectifs du Réseau du secteur privé SUN (SBN), sachant que 14 pays du Mouvement SUN ont établi ce type de réseau et que 27 sont en train de le faire. Le Réseau du secteur privé SUN a élaboré des outils de soutien aux pays souhaitant mettre en place un réseau de ce type. Le SBN a expliqué les raisons des interactions du Mouvement SUN avec le secteur privé et sa méthode pour agir de manière responsable.

Ce qu'il faut retenir

- Le secteur privé joue un rôle considérable dans les systèmes alimentaires. Désormais, même les foyers ruraux achètent une large part de leurs aliments dans les magasins. La réalité veut que la question à se poser ne soit pas s'il faut ou non interagir avec le secteur privé, mais *comment* le faire et comment l'impliquer dans le secteur de la nutrition pour qu'il améliore ses méthodes et ses pratiques ?
- À l'heure actuelle, 23 grandes multinationales sont membres du SBN, notamment des entreprises de produits alimentaires qui ne sont pas nécessairement bons pour la santé. Les fabricants de préparations pour nourrissons ne sont pas membres du SBN mais ce dernier a entamé un dialogue avec eux.
- Certains pensent à tort que le SBN ne souhaite interagir qu'avec de grandes entreprises. Pourtant, au niveau national, ses membres sont avant tout des petites et moyennes entreprises. Le réseau du secteur privé du Kenya regroupe 72 membres dont 50 % sont des PME, voire des entreprises dirigées par des femmes.
- Le réseau du secteur privé mondial dispense une assistance technique et un mentorat aux membres des réseaux du secteur privé nationaux.
- Les tendances de consommation ont révélé que les consommateurs recherchent avant tout la commodité, le prix et la qualité. Malheureusement, la commodité est souvent synonyme d'aliments ultra-transformés. S'il est vrai que, peu à peu, les consommateurs demandent des aliments plus sains, ceux-ci sont souvent plus chers.
- Des indicateurs nutritionnels utilisés par les entreprises ont été conçus pour permettre aux gouvernements de contrôler la contribution du secteur privé à l'amélioration de la nutrition.

- Il faut absolument changer l'idée selon laquelle les aliments sains coûtent plus cher et sont insipides. Il faut également investir dans l'innovation, pour rendre ces aliments plus abordables.
- Pour préparer des aliments sains, certains pays sont contraints d'importer des produits (comme les formules de micronutriments) pourtant lourdement taxés, ce qui en décourage l'usage.

Atelier n° 9

Productives, et pas seulement reproductives ! Le potentiel de l'égalité hommes-femmes au service du renforcement de la nutrition

Résumé

Notre « meilleure chance » d'améliorer la situation et de renforcer la nutrition de façon efficace et durable est d'abolir les obstacles issus des inégalités hommes-femmes, d'un accès inégal aux ressources et de l'exclusion. Les interventions nutritionnelles les plus performantes à ce jour sont celles qui ont reconnu et combattu les inégalités de nature sociale et genrée. L'égalité hommes-femmes et l'éducation des femmes et des filles, ainsi que leur autonomisation, doivent être au cœur de la mission du Mouvement SUN.

Cet atelier a mis l'accent sur la nécessité de l'égalité hommes-femmes, un thème essentiel que le Mouvement SUN ne peut ignorer. Il a également insisté sur le risque de réitérer les mêmes discours, sans réels progrès. L'atelier a également attiré l'attention sur un paradoxe : il est impossible de lutter contre la malnutrition sans une égalité hommes-femmes et il est impossible de lutter contre les inégalités hommes-femmes sans une bonne nutrition. Une discussion en séance plénière sur des thèmes précis s'est déroulée en présence de représentants du Groupe principal du Mouvement SUN, du Comité exécutif du Mouvement, du Réseau du secteur privé, de jeunes leaders pour la nutrition ainsi que de points focaux du Mouvement SUN. Elle était suivie d'un travail de groupe pour débattre des principales mesures à prendre en faveur de l'égalité hommes-femmes et de la nutrition.

Ce qu'il faut retenir

- L'atelier a confirmé le besoin de faire de la nutrition des femmes et des filles un enjeu d'ordre politique, et ce à tous les niveaux, de sorte que les acteurs politiques soient dans l'obligation de garantir l'égalité hommes-femmes dans le domaine de la nutrition et en faveur de la nutrition. Autrement dit, il est temps pour le Mouvement d'amorcer une révolution (tranquille) pour renforcer efficacement l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes et des filles !
- Il faut également analyser les inégalités hommes-femmes en fonction des différents contextes et une analyse selon le genre s'impose car il est nécessaire de comprendre la dynamique politique, économique et sociale à la base des inégalités hommes-femmes, dans chaque pays et dans chaque communauté.
- L'atelier a soulevé le besoin d'examiner, dans une perspective genrée, les politiques dans chaque pays SUN afin de recenser les manquements et d'étudier les stratégies de sécurité alimentaire, nutritionnelles et générales, ainsi que les politiques nuisant à l'égalité hommes-femmes. Il a été suggéré que le Mouvement SUN agisse comme « gardien » de l'élaboration de politiques tenant compte du genre.

- L'autonomisation ne peut être ignorée : l'initiative *Bolsa Família*¹ au Brésil montre très bien comment cette autonomisation peut être renforcée. Les systèmes de protection sociale doivent tenir compte des questions de genre et de nutrition.
- Il faut continuer d'agir pour que les adolescentes et les femmes s'assoient à la table des discussions : elles ne peuvent éternellement être considérées comme de simples bénéficiaires et doivent participer au processus de prise de décisions et à la planification des interventions ciblées. Il faut également travailler avec les hommes et les principaux leaders d'opinion dans chaque pays.
- Davantage de données doivent être collectées et des indicateurs SMART doivent être élaborés.
- L'identification d'ambassadeurs du genre mettra l'accent sur l'importance de l'égalité hommes-femmes au sein des communautés, pour comprendre les obstacles à l'égalité hommes-femmes en leur sein et limiter les effets des changements politiques.
- La violence faite aux femmes nuit considérablement à l'égalité hommes-femmes et il faut agir davantage pour lutter contre ces violences qui sévissent dans de nombreux pays.
- Conscients que de simples notes de réunion ou une liste des défis à relever dans le domaine du genre et de la nutrition ne suffisent pas, les participants ont décidé, à l'issue de cet atelier, de rédiger un document final et un appel à l'action insistant sur le besoin urgent de centrer les efforts sur les femmes et les filles qui jouent un rôle crucial dans la lutte contre la malnutrition. Ce document insiste sur les actions concrètes que tous les acteurs du Mouvement SUN doivent prendre dans les 12 prochains mois pour assurer un changement transformationnel de la nutrition des femmes et des filles. Il est consultable [ici](#).

Atelier n° 10

Évolution du Mouvement SUN : nos progrès, notre avenir : concevoir un système de soutien optimal

Résumé

Le Mouvement SUN est conscient que la lutte contre la malnutrition progresse trop lentement et qu'elle requiert un renforcement urgent des approches et des interventions. L'atelier a été organisé pour recueillir les avis et opinions des pays SUN sur la manière dont le système de soutien du Mouvement SUN peut être amélioré au cours de la prochaine phase du Mouvement, afin d'aider les pays à atteindre leurs objectifs nutritionnels. Les résultats serviront à améliorer l'examen stratégique du Mouvement qui actuellement en cours.

Ce qu'il faut retenir

- Voici les principaux axes de réflexion pour la troisième phase du Mouvement SUN concernant le système de soutien, qui doit permettre : 1. une amélioration de la coordination ; 2. une plus grande attention portée sur les connaissances techniques et leur partage (également entre pays SUN) ; 3. aux pays d'organiser les processus et d'en être responsables ; 4. Un renforcement des capacités professionnelles des acteurs nationaux.

¹ Programme de protection sociale mise en place par le gouvernement brésilien, *Bolsa Família* est le plus grand programme de transfert monétaire assorti de conditions au monde. Il fournit une aide financière aux familles pauvres qui, en échange, doivent envoyer leurs enfants à l'école et les vacciner. L'objectif est clair : lutter contre la pauvreté, sur le court terme en transférant de l'argent liquide directement aux personnes qui en ont besoin, et sur le long terme en augmentant le capital humain des populations les plus pauvres en assortissant de conditions ces transferts d'argent. Ce type de programme permet également aux filles et garçons n'ayant pas les moyens d'aller à l'école de bénéficier d'une éducation gratuite. La revue *The Economist* a décrit le programme *Bolsa Família* comme un « programme de lutte contre la pauvreté venant d'Amérique latine [qui] a convaincu le monde entier de son efficacité ».

- Les points focaux SUN ont besoin d'être davantage soutenus dans la gestion des différents engagements pris à haut niveau, à l'échelle mondiale, et nationale, et dans la coordination des nombreux réseaux et partenariats multisectoriels au sein des plateformes multi-acteurs au niveau national, tout en continuant de remplir leurs fonctions quotidiennes.
- L'assistance technique dispensée par le système de soutien mondial l'est souvent dans une optique court-termiste et elle ne permet pas un mentorat sur le long terme ou un renforcement des capacités alors que c'est ce dont les pays SUN ont le plus besoin à l'heure actuelle.
- L'atelier a fait ressortir le besoin de savoir comment le renforcement des capacités et l'usage des différents compétences et outils peuvent contribuer à un renforcement décentralisé au niveau des autorités locales. Un recensement des capacités fonctionnelles peut être envisagé dans le cadre d'une boîte à outils d'évaluation conjointe et utilisé pour consolider les capacités nutritionnelles dans tous les secteurs et à tous les niveaux.
- L'Aide publique au développement (APD) officielle venue de l'étranger doit être acheminée vers les pays en ayant le plus besoin et obéir à des analyses budgétaires détaillées.
- Tous les engagements des gouvernements doivent être maintenus au-delà des mandats électoraux et des nominations politiques. Un moyen de parvenir à cette fin est d'établir un cadre juridique où la nutrition aurait toute sa place.
- Les demandes d'assistance technique ignorent souvent les réseaux de pays et il serait bon que ce ne soit plus le cas.
- Le souhait d'utiliser ou de créer des plateformes régionales est manifeste afin que les pays discutent de leurs problèmes communs et apprennent les uns des autres.
- Dans le cadre de la première phase du Mouvement SUN, tandis que le système de soutien mondial avait été conçu pour soutenir les plans et priorités des pays, il tendait à privilégier les initiatives nationales avec des prérequis quant aux besoins et aux offres. En fait, pour que les pays soient réellement à la tête des initiatives, les demandes doivent provenir d'acteurs nationaux ou infranationaux. En outre, cet atelier a clairement montré que de nombreux pays ne connaissent pas les services proposés par le système de soutien mondial.

Mercredi 6 novembre 2019

Séance plénière 2 : l'essor du Mouvement SUN : nos progrès, notre avenir



Lancé en 2010 par le Secrétaire général des Nations Unies, le Mouvement SUN compte aujourd'hui 61 pays et quatre États indiens et bénéficie du soutien de plus de 3 000 organisations de la société civile, de quelque 600 entreprises, de 5 agences des Nations Unies ainsi que d'un groupe de donateurs

et de fondations du monde entier (les réseaux SUN). Cette séance plénière fut l'occasion de célébrer les réalisations du Mouvement SUN à ce jour. Plusieurs présentations ont eu lieu sur les progrès nutritionnels des pays SUN, les défis à relever, les enseignements tirés et les engagements pris par les différents représentants du Mouvement en 2018 et 2019. Durant cette séance s'est également déroulé le lancement officiel du [Rapport annuel d'avancement 2019 du Mouvement SUN](#).

En 2018 et 2019, les pays SUN ont continué à faire tomber les barrières entre les secteurs et les parties prenantes, et à élaborer une approche systémique en matière de nutrition. En 2019, 42 pays SUN disposaient de plans nationaux de nutrition et 53 pays utilisaient des plateformes ouvertes pour rassembler l'ensemble des parties prenantes autour d'une vision, d'un plan, d'un budget et d'un système de suivi et d'évaluation afin d'atteindre leurs objectifs de nutrition. Grâce à la collaboration de milliers de membres du Mouvement SUN, la prévalence des retards de croissance a été réduite, puisque 169 millions d'enfants en étaient victimes en 2010, contre 149 millions en 2018. D'importants progrès ont été accomplis mais le Mouvement SUN doit poursuivre son évolution pour appuyer un changement structurel en faveur d'un impact nutritionnel durable pour tous, partout dans le monde.

Cette séance plénière était l'occasion de recenser les défis dans le domaine de la nutrition que les pays SUN doivent relever et de présenter les progrès accomplis, les enseignements tirés et les engagements pris par l'ensemble des acteurs du Mouvement SUN en 2018 et 2019.

Intervenants :

- Docteur David Nabarro, membre du Groupe principal du Mouvement SUN, directeur stratégique de 4SD et membre du Groupe principal du Mouvement SUN (modérateur)
- Son Excellence Monsieur Jakaya Kikwete, membre du Groupe principal du Mouvement SUN et ancien président de Tanzanie (discours d'objectifs ambitieux)
- Docteur Mariachiara Di Cesare, membre du groupe d'experts indépendants, Rapport mondial sur la nutrition
- Son Excellence Monsieur Dag-Inge Ulstein, Ministre norvégien du développement international
- Monsieur Abdoulaye Ka, point focal du Mouvement SUN et membre du Comité exécutif du Mouvement SUN, unité de malnutrition du cabinet du Premier ministre, Sénégal
- Madame Chandavonne Phoxay, point focal du Mouvement SUN, directrice générale adjointe, département de la promotion de la santé et de l'hygiène du Ministère de la santé, Laos
- Madame Bormey Chuun, jeune leader SUN, Cambodge
- Docteur Cecilia Gamboa, coordinatrice du secrétariat de la politique nationale en faveur de l'alimentation et de la nutrition, Costa Rica
- Monsieur Dissan Boureima Gnoumou, parlementaire, coordinateur adjoint du réseau des parlementaires sur la sécurité nutritionnelle, Parlement du Burkina Faso (remarques de clôture)

Le Rapport annuel d'avancement 2019 du Mouvement SUN est accessible au téléchargement à l'adresse : <https://scalingupnutrition.org/fr/rapport-davancement-2019-du-mouvement-sun/> et vous pouvez visionner une animation en cliquant sur le lien suivant :

<https://www.youtube.com/watch?v=ZYUENTITQ6c>

Pour consulter une présentation sur l'état de la nutrition dans le monde (en anglais) rendez-vous sur : https://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2019/11/Global-Nutrition-Report_SUNGG.pdf

Pour visionner la vidéo de la deuxième séance plénière, cliquez sur le lien suivant :

<https://www.youtube.com/watch?v=JM3YpTxNikk>

Des photos de la journée du mercredi 6 novembre sont consultables en cliquant sur le lien suivant : <https://www.flickr.com/photos/scalingupnutrition/albums/72157711678700438>

Ce qu'il faut retenir :

- Maintenant dans sa neuvième année, le Mouvement SUN a réalisé des progrès incroyables dont les pays membres peuvent être fiers, mais malgré cela, de nouveaux défis se posent à eux. Le Mouvement SUN et l'Agenda mondial pour la nutrition se trouvent tous les deux à des jalons ; il faut redoubler d'efforts pour maintenir les progrès réalisés vers l'élimination de la faim et de la malnutrition. Cela exige une transformation systémique de l'initiative des gouvernements. De nombreux pays SUN sont en bonne voie d'améliorer la nutrition des garçons et des filles, grâce à des programmes nutritionnels multisectoriels efficaces et pérennes. Toutefois, les gouvernements devront faire preuve d'un engagement sans faille et prendre des mesures encore plus audacieuses pour que ces progrès se maintiennent et pour assurer les changements structurels nécessaires et la durabilité des programmes de nutrition.
- Un esprit de décision politique de haut niveau est essentiel au décloisonnement et à la formation d'un groupe de personnes de différents secteurs œuvrant vers un objectif commun. Il faut également mener à bien les changements structurels nécessaires à l'amélioration de la nutrition et à la durabilité des programmes nutritionnels. Si certains pays SUN font preuve d'un engagement manifeste, **tous** les pays SUN doivent faire de même et également admettre qu'une bonne nutrition est nécessaire au développement des facultés physiques et cognitives de tous.
- Le Rassemblement mondial du Mouvement SUN a été une occasion unique pour les pays SUN de présenter leurs réussites, de partager les enseignements tirés, et de cerner les défis à relever et les solutions adaptées. Les pays SUN doivent se rencontrer, partager, apprendre les uns des autres et s'inspirer des diverses expériences. Cette démarche de soutien collaborative et participative d'apprentissage, de partage et de progrès est fondamentale dans l'approche du Mouvement SUN.
- Les pays SUN (comme le Costa Rica et les Philippines, qui ont fait des présentations lors de cette séance plénière) sont toujours plus nombreux à adopter une approche axée sur les systèmes alimentaires pour améliorer la nutrition et s'assurer que toutes les étapes (allant de la production à la consommation, en passant par le stockage) se font dans le respect du bien-être de la planète et de ses habitants. Les pays SUN doivent tenir compte des problèmes de nutrition dans leur ensemble, notamment des enjeux sanitaires et environnementaux qui menacent de plus en plus la bonne nutrition.
- Pour résumer, les pays SUN doivent maintenir cette approche multi-acteurs et multisectorielle d'amélioration de la nutrition pour que les populations puissent prendre les bonnes décisions en matière d'alimentation. Un environnement propice à une bonne nutrition sera uniquement possible si tous les secteurs travaillent de conserve : climat, environnement, nutrition, éducation, santé, financement, etc.



ATELIERS (mercredi 6 novembre)

Atelier n° 11

Des données meilleures ou plus nombreuses pour une meilleure prise de décision en matière de nutrition ?

Résumé

L'Assemblée mondiale de la santé a fixé des objectifs nutritionnels mondiaux à atteindre d'ici 2025. Cependant, le monde n'a pas encore atteint les objectifs fixés en matière de retard de croissance, d'émaciation, d'anémie, de surpoids et d'allaitement maternel exclusif. L'utilisation efficace des données permet une prise de décision opérationnelle et stratégique, et le Mouvement SUN est résolu à aider et à impliquer les pays pour combler les déficits de données qui limitent leurs capacités à suivre les dépenses et les résultats. Cet atelier a été une plateforme permettant aux décideurs des pays de présenter leur expérience d'utilisation des données nutritionnelles dans la conduite d'une politique décisionnelle efficace et efficiente.

Cet atelier avait pour objet de discuter du besoin en données nouvelles ou en données de meilleure qualité afin d'améliorer les processus décisionnels en matière de nutrition. Les principales présentations expliquaient comment le programme de plateformes nationales d'information sur la nutrition (NIPN) financé par l'Union européenne visait à renforcer l'utilisation d'analyses de données par les décideurs. Les expériences du Kenya, du Laos et du Niger ont servi d'exemple. Lancé il y a un peu plus de deux ans, ce programme a déjà permis de créer neuf plateformes de pays.

Ce qu'il faut retenir

- Une présentation générale du programme NIPN a été faite, l'exemple du Guatemala à l'appui, pays qui a mené une analyse des dotations budgétaires pour des interventions spécifiques et contribuant à la nutrition sur 12 ans, dans le cadre de trois stratégies nutritionnelles. Les enseignements tirés de cette analyse sont notamment les suivants : le fort potentiel des acteurs au niveau infranational, la façon dont des résultats immédiats peuvent inciter à l'action, et le besoin de confiance et de transparence.
- Au Niger, la plateforme entretient des liens avec le cabinet du président afin de rassembler les « bonnes » personnes de différents secteurs. L'ensemble repose également sur le système d'information de santé pour une plus grande pérennité. Des données de qualité sur l'ampleur du programme ont pu être générées et la plateforme utilise désormais plus de 500 indicateurs nutritionnels, dont près de 350 sont d'une qualité acceptable.
- Au Laos, l'approche a permis d'accéder à des données sur l'efficacité au regard du coût d'un ensemble d'interventions. Elle a également permis de recenser les liens entre retards de croissance et un certain nombre d'indicateurs de privation sociale.
- Au Kenya, la société civile a contribué à la sélection de certains indicateurs du système de santé et a renforcé l'appropriation et l'utilisation des données. Cela a diminué la dépendance aux données issues d'enquêtes tout en permettant d'utiliser davantage des données de routine, pour un équilibre plus juste entre mesures de développement et mesures de suivi.
- L'UNICEF a su contribuer à l'élaboration d'études démographiques et sanitaires en : passant d'enquêtes à des systèmes de collecte de données de routine ; menant des études dans certains domaines comme les seuils de prévalence des retards de croissance, de l'insuffisance pondérale et de l'émaciation ; concevant des modules d'orientation sur les

systèmes d'information sur la nutrition ; et en travaillant sur ses propres bases de données mondiales, comme les estimations conjointes de la malnutrition.

- L'atelier a révélé l'importance du pilotage des systèmes de données du niveau national vers le niveau local, avec des processus stratégiques chiffrés et planifiés pour une chaîne de valeur des données nutritionnelles plus solide.

Atelier n° 12

En pole position pour la nutrition maternelle et infantile ! Modifications systémiques nécessaires dans les pays SUN aux niveaux décentralisé et national

Résumé

Quel que soit le niveau de développement économique d'un pays, éliminer la malnutrition dépend de la réussite des programmes intégrés créés et mis en place par un large éventail d'interventions. Cela nécessite des campagnes de plaidoyer reposant sur des données probantes, une volonté politique, la promulgation de lois et l'adoption de politiques, un financement et une mise en place de programmes efficaces au regard du coût, des campagnes de communication visant des changements de comportements, un suivi et une évaluation, et une coordination des stratégies.

Cet atelier présentait avant tout l'initiative de soutien à l'allaitement maternel intitulée « Becoming Breastfeeding Friendly » (BBF), qui visait à aider le gouvernement à renforcer la pratique de l'allaitement. Cette initiative BBF utilise une approche reposant sur des faits probants, selon un modèle d'accélération de la pratique de l'allaitement, qui fournit des indicateurs pour créer une boîte à outils servant à l'élaboration et au suivi des programmes d'allaitement à grande échelle. Les pays sont classés selon un indice de base objectif, le BBFI (ou « Becoming Breastfeeding Friendly Index »), qui les note sur une échelle allant de 0 à 3, où 0 est le score le plus faible et 3 le score le plus élevé. Cet indice BBFI a été testé avec succès dans huit pays de cinq régions du monde. Cet atelier a été l'occasion de présenter les expériences de trois pays : le Ghana, le Myanmar et l'Allemagne.

Ce qu'il faut retenir

- Les taux d'allaitement maternel au Ghana ont reculé au cours des cinq dernières années. La majorité des enfants ghanéens bénéficient d'un allaitement maternel, mais pas nécessairement dans le respect des recommandations. Un score BBFI de 1,6 indique qu'il faut prendre des mesures notamment pour le plaidoyer, la protection de la maternité, et les moyens de fournir les services nécessaires et améliorer les campagnes de promotion et de communication en faveur de l'allaitement maternel.
- En 2017-2018, le Myanmar s'est soumis au BBFI et a obtenu un score de 1,2. Il enregistre notamment de mauvaises performances de coordination puisqu'il n'existe aucun organe de coordination. Les autres points faibles de son programme concernent le suivi, le financement et les ressources. Les recommandations faites au Myanmar sont entre autres : formation d'une alliance de l'alimentation des nourrissons et des enfants (IYCF), mise à disposition de données de routine sur l'allaitement maternel, élaboration d'une stratégie de communication sur l'allaitement maternel, renforcement des capacités et mobilisation des ressources, consolidation de la mise en place de l'initiative Hôpitaux amis des bébés, et renforcement du code des substituts du lait maternel (adopté en 2014).
- En Allemagne, alors qu'il existe un comité national de l'allaitement maternel, très peu de femmes ont recours à cette pratique. Avec un score BBFI de 1,7, les points faibles concernent surtout la communication avec le grand public, la promotion et le plaidoyer, un manque de

liens entre les différents acteurs concernés, la qualité des interventions et la coordination de chaque activité.

- Pour que l'initiative BBF porte réellement ses fruits, un plaidoyer basé sur des faits probants est nécessaire pour susciter une véritable volonté politique aboutissant à l'adoption de lois et à la mise en œuvre de politiques adaptées. C'est cette volonté qui permet de trouver les fonds et équipements nécessaires à la formation et à la mise en place d'initiatives d'allaitement maternel (comme le BFHI) conduisant à des programmes adaptés et au contrôle qualité de ces derniers.

Atelier n° 13

Mieux ensemble : le potentiel d'une coordination multisectorielle et multi-acteurs pour obtenir des résultats nutritionnels optimaux, à tous les niveaux

Résumé

Avancer vers l'élimination de la malnutrition sous toutes ses formes d'ici à 2030 exige la collaboration de nombreuses parties prenantes, à tous les niveaux. Des plateformes multi-acteurs correctement établies, opérationnelles, coordonnées et responsables sont une bonne manière d'accélérer les progrès. Elles rassemblent des parties prenantes d'horizons divers pour fixer les priorités, établir des plans et fournir les services nécessaires, tant au niveau infranational que national, tout en rassemblant les acteurs et les initiatives des secteurs contribuant à la nutrition, du développement et de l'action humanitaire. Grâce à cette approche intégrée, les plateformes multi-acteurs sont plus à même de mobiliser la dynamique politique, de concevoir des politiques nutritionnelles cohérentes et de mobiliser des fonds pour une mise en œuvre efficace.

L'atelier a révélé que le cadre SUN fournissait une structure et un processus permettant de créer des programmes multi-acteurs et multisectoriels, avec la possibilité de les adapter aux différents contextes. Toutefois, ce cadre indique clairement que les programmes multisectoriels exigent une réforme politique en profondeur au niveau national et ont une incidence sur la gouvernance. En outre, le Secrétariat du Mouvement SUN a créé, avec le soutien de Nutrition International et dans le cadre du projet TAN, une boîte à outils servant à concevoir des plateformes multi-acteurs. Des représentants du Bénin, de la Somalie et des présidents de réseaux de la société civile du Bangladesh et de la Somalie sont venus nous en parler.

Ce qu'il faut retenir

- Un engagement politique de haut niveau est absolument crucial pour favoriser un programme multi-acteurs et multisectoriel.
- L'atelier a illustré l'importance de consignes opérationnelles claires pour la mise en place de comités de coordination infranationaux au niveau des districts, des sous-districts et des communautés. Le rôle des alliances de la société civile est également considéré comme essentiel au soutien d'une coordination infranationale.
- Il faut partager la charge de travail des plateformes multi-acteurs, comme cela a été fait au Bénin avec des réunions en alternance, un partage des ressources, une convergence des initiatives et une définition claire des rôles.
- Depuis 14 ans, le Malawi met en place des programmes multisectoriels en institutionnalisant les structures afin d'assurer une coordination à tous les niveaux de gouvernance. Des

politiques et structures de coordination unifiées contribuent à la mise en œuvre et évitent toute confusion parmi les parties prenantes.

- Il a fallu trouver un organisateur hors pair pour s'assurer que les plateformes multi-acteurs étaient toujours opérationnelles bien après leur mise en place.
- Dans les régions où les acteurs du développement sont nombreux, ainsi que dans les États fragiles, une bonne coordination est essentielle pour éviter un chevauchement des services. Un recensement des rôles et des activités est vital pour éviter les doublons ou les manques.
- L'atelier a mis au jour certains défis communs à relever, notamment une discordance entre budgets et besoins réels et un manque de planification pyramidale qui entraîne une absence d'adhésion des autorités locales.

Atelier n° 14

Ne laisser personne de côté : garantir une bonne nutrition grâce à la couverture sanitaire universelle

Résumé

L'élimination de la malnutrition sous toutes ses formes ne sera possible que si la couverture sanitaire universelle (CSU) est mise en place, de sorte que chacun ait accès à des services de santé et de nutrition de qualité sans que cela entraîne des problèmes financiers. La mise en œuvre progressive d'une CSU axée en priorité sur la nutrition nécessitera une réforme du système de santé mettant un accent particulier sur les soins de santé primaires, au niveau local. Cet atelier interactif visait à analyser la place de la nutrition dans la CSU et à souligner les mesures à prendre pour mettre en œuvre à grande échelle des interventions spécifiques à la nutrition comme la supplémentation en micronutriments, l'allaitement maternel et le conseil nutritionnel, ainsi que le traitement de la malnutrition aiguë dans les pays SUN. Cet atelier a été l'occasion d'évoquer les réussites de chaque pays et les défis qu'ils ont dû relever, avec des exemples concrets du Vietnam, de la Sierra Leone, du Salvador et du Rwanda. Il a permis de souligner les mesures prioritaires d'intégration de la nutrition à la CSU en vue du Sommet de la nutrition pour la croissance de 2020 à Tokyo et la troisième phase du Mouvement SUN.

Ce qu'il faut retenir

- La nutrition doit être intégrée aux 6 piliers du système de santé, à savoir : prestation de services de santé, personnel de santé, accès aux médicaments de base, systèmes d'information de santé, financement des soins de santé, leadership et gouvernance. L'intégration de la nutrition exige un renforcement de ces 6 piliers.
- Cette intégration à la CSU doit être l'œuvre des gouvernements, dans le cadre d'une approche multisectorielle globale de la nutrition. Les donateurs, les Nations Unies et la société civile doivent financer et soutenir le renforcement des systèmes de santé nationaux plutôt que des programmes indépendants spécifiques à la nutrition. La société civile a un rôle à jouer dans le dialogue et les interactions avec les communautés, la sensibilisation et la création d'une demande de services.
- Il existe, dans de nombreux pays, des politiques nationales mais il faut accroître l'ampleur et la qualité des services au niveau local.
- Un financement accru, pérenne et prévisible des systèmes de santé nationaux donnant la priorité à l'intégration de la nutrition est fondamental.

- Les systèmes de santé doivent répondre aux évolutions, notamment au double fardeau de la malnutrition.
- Il faut donner la priorité aux interventions de prévention de la malnutrition effectuées dans le cadre de services de routine.
- La prévention et le traitement de la malnutrition aiguë doivent être systématiquement intégrés aux systèmes de santé, notamment au niveau local.
- Une amélioration de la qualité des soins est fondamentale, notamment par la formation des professionnels de santé. Avant d'organiser des séances de formation et d'apprentissage, il est nécessaire d'évaluer les besoins du personnel en la matière.
- Les agents de santé des collectivités (essentiels à la prestation de services nutritionnels intégrés) sont souvent mal payés et débordés. Ils ont besoin d'être davantage soutenus pour travailler avec efficacité.
- Des mécanismes de redevabilité, tenant compte des bénéficiaires des services, permettront de fournir des prestations de qualité.

Atelier n° 15

Partenariats régionaux en action : se rassembler pour améliorer la coopération et les résultats nutritionnels

Résumé

Le Mouvement SUN ne dispose pas encore d'une structure régionale officielle de nutrition. L'idée de laisser les régions se charger des activités d'apprentissage et d'échange d'expériences entre pays fait l'unanimité et la troisième phase du Mouvement SUN envisage d'inclure un soutien aux plateformes régionales existantes. On peut donc se demander comment les plateformes régionales peuvent contribuer à la lutte contre la malnutrition lors de la troisième phase du Mouvement SUN. Pour répondre à cette question, les plateformes existantes axées sur la nutrition se sont réunies lors de cet atelier pour recenser les personnes responsables, les missions et les lieux d'action.

Il s'agissait surtout de plateformes régionales travaillant déjà avec le Mouvement SUN et contribuant à la lutte contre la malnutrition. Les intervenants appartenaient à six plateformes régionales (Afrique occidentale/CEDEAO, Amérique centrale/Système d'intégration de l'Amérique centrale (SICA), Asie du Sud/Association sud-asiatique pour la coopération régionale (ASACR), plateforme régionale du secteur de l'alimentation en Asie et plateforme de la société civile pour l'Afrique occidentale et centrale). La CEDEAO, qui regroupe 15 pays d'Afrique occidentale, organise un forum de nutrition réunissant des points focaux du Mouvement SUN et d'autres organisations internationales et nationales deux fois par an pour un échange d'idées et d'expériences. Le SICA, par contre, est une plateforme régionale de haut niveau avec à sa tête les présidents de huit États membres. Il traite en premier lieu des enjeux de paix et de sécurité, avec comme objectif plus spécifique de lutter contre l'insécurité alimentaire et les changements climatiques. L'ASACR rassemble huit pays et cherche à promouvoir le bien-être et le développement économique. La plateforme régionale de la société civile, organisée par *Action contre la Faim*, a beaucoup évolué depuis 2013 et rassemble 17 pays et 46 membres. Elle a pour mission essentiellement le plaidoyer, la communication visant un changement des comportements et la redevabilité du Mouvement sur les engagements pris.

Ce qu'il faut retenir

- Il faut recenser l'accès des pays aux plateformes régionales, notamment pour mieux connaître les interactions entre réseaux SUN et points focaux.

- Ces plateformes sont une aubaine pour le Mouvement SUN car les pays faisant partie de ces mécanismes font face aux mêmes défis, ont les mêmes ambitions et doivent adopter les mêmes solutions.
- Les plateformes régionales connaissent également d'autres problèmes : d'ordre plutôt financier pour les plateformes de la société civile mais il y a aussi la dépendance au volontariat, le manque de reconnaissance de leur rôle par les gouvernements et les acteurs du développement, sans parler des nombreux obstacles internes qui compliquent la collaboration en tant qu'alliance.
- La plateforme régionale du secteur de l'alimentation doit faire face à la défiance, aux difficultés de trouver un équilibre entre croissance économique et rôle dans la lutte contre le surpoids, l'obésité et les maladies non transmissibles.
- L'atelier a révélé que les priorités régionales ne répondent pas aux besoins des plans et priorités nationaux.
- Par conséquent, la troisième phase du Mouvement devra renforcer l'engagement avec les plateformes régionales. Le Mouvement doit permettre les échanges entre tous les points focaux SUN et les plateformes régionales déjà en place et examiner les mécanismes d'intégration des ambitions nutritionnelles des pays dans ces plateformes.
- Toute initiative régionale du Mouvement SUN doit cependant éviter une approche pyramidale ou normative des problèmes régionaux et plutôt tirer les enseignements des expériences concrètes, de la manière d'assurer leur pérennité et de leurs défis et possibilités.

Atelier n° 16

Un suivi financier responsable pour des résultats transparents

Résumé

Au cours des cinq dernières années, l'une des réussites des pays du Mouvement SUN a été de rassembler de nombreuses parties prenantes au niveau national pour évaluer les dépenses de nutrition. Ce type de tâche exige la collecte régulière de données financières qui permet aux décideurs d'établir les priorités, de planifier, de suivre et d'évaluer la mise en œuvre de leurs politiques nutritionnelles. En plus d'aider à la prise de décisions, un suivi des investissements publics accroît la redevabilité, la transparence et le plaidoyer en faveur d'une meilleure nutrition.

L'atelier s'organisait autour de discussions entre groupes de travail pour échanger les bonnes pratiques et les enseignements tirés de ces dernières. Il s'agissait aussi d'apprendre à suivre les investissements en faveur de la nutrition, à optimiser l'exercice d'analyse budgétaire du Mouvement SUN pour améliorer la prise de décisions et à institutionnaliser cet exercice, le but étant de pouvoir influencer les décisions de financement.

Ce qu'il faut retenir

- La nutrition ne figure pas explicitement dans les budgets car elle n'est pas considérée comme un domaine d'action à part entière. Mieux comprendre la budgétisation de la nutrition n'est pas chose facile car cela requiert l'étude d'un large éventail de budgets sectoriels. C'est d'autant plus compliqué qu'il faut également définir les activités contribuant à la nutrition. Tout cela souligne un besoin fort de plaidoyer.
- L'estimation des dépenses allouées à la nutrition doit tenir compte de nombreux secteurs et le recensement des activités contribuant à la nutrition au sein de plusieurs budgets sectoriels est une activité chronophage.

- Le Ministre de la planification ou des finances doit prendre l’initiative d’une telle tâche de collecte et d’analyse des données.
- De nombreux pays recommandent de procéder à une analyse annuelle des budgets et des dépenses pour renseigner les processus et les intrants des programmes des années à venir.
- L’atelier a également souligné les difficultés d’un suivi du soutien financier externe, que le Comité d’aide au développement a d’ailleurs pu atténuer, même si des incohérences et des défis persistent.
- En raison de la complexité d’un suivi et d’un recensement des budgets des autorités locales, une cartographie des ressources est essentielle dès le début d’un suivi budgétaire afin d’éviter une double comptabilisation. Un soutien financier au niveau des districts est également nécessaire.
- Les réseaux SUN ont un rôle essentiel à jouer dans les mécanismes de suivi financier, tout particulièrement le Réseau du secteur privé SUN et ses investissements privés, et le réseau des donateurs SUN. Ils nous informent de la demande émanant du gouvernement.
- La transparence est vitale ; les acteurs nationaux doivent s’efforcer de renforcer la transparence financière et budgétaire des secteurs et partenaires.
- Le Kenya s’est illustré par l’adoption d’une bonne pratique consistant à institutionnaliser son outil de suivi du budget nutritionnel au sein même du Ministère des finances. De même, l’Éthiopie a mené un suivi infranational dans le cadre de la *Déclaration de Seqota*.

Atelier n° 17

S’appuyer sur le pouvoir des parlements pour des résultats durables sur la nutrition

Résumé

Les parlements sont les institutions les mieux placées pour placer et maintenir la nutrition au plus haut rang des priorités politiques. Ils doivent également s’assurer que des mesures de lutte contre la malnutrition sont prises (en promulguant des lois en la matière et en en assurant l’exécution), tout en garantissant que le budget nécessaire est alloué et versé. Les parlements peuvent également demander aux gouvernements de rendre compte des résultats obtenus. Cet atelier a permis de réunir des parlementaires de 20 pays, ainsi que des représentants de gouvernements, de donateurs, de la société civile et des Nations Unies, pour examiner les contributions concrètes des parlements pour l’amélioration de la nutrition, en s’appuyant sur des exemples concrets. Ce fut l’occasion de discuter des mécanismes et outils de soutien existants, et de manière dont les parlements régionaux et nationaux, les alliances parlementaires et les organismes régionaux peuvent aider à maintenir l’élan et renforcer l’engagement pour des résultats plus forts et plus durables. Cet atelier a également présenté des expériences de parlementaires du Guatemala, de Madagascar et de l’Ouganda, d’un ancien jeune officiant en tant que parlementaire du Zimbabwe, de représentants de l’Union interparlementaire (UIP), du Parlement panafricain et de la société civile du Pakistan.

Ce qu’il faut retenir

- Les parlementaires sont des acteurs essentiels de l’approche multisectorielle et multi-acteurs du Mouvement SUN en faveur de la nutrition car il leur incombe de proposer des lois, de voter les budgets et d’assurer un contrôle de l’exécution. Ils représentent leurs électeurs et peuvent œuvrer à l’obtention de résultats nutritionnels pérennes, au-delà des mandats électoraux. Une hausse des fonds en faveur de la nutrition et une exécution efficace des lois votées sont des priorités pour de nombreux pays SUN.

- Des partenariats et un soutien adaptés peuvent permettre de tirer au mieux parti des parlements. Les parlementaires sont toujours très occupés et ont de nombreuses priorités. Il faut renforcer leurs capacités et leur rôle dans le renforcement de la nutrition.
- Il faut leur fournir des faits probants et des informations correctement présentées et ciblées selon le contexte. Les messages doivent être compréhensibles et il faut expliquer pourquoi la nutrition est si importante aux programmes de développement.
- Les alliances et réseaux nationaux, infranationaux, régionaux et mondiaux de parlementaires ont un grand rôle à jouer : ils nouent des relations et unissent les parlementaires ambassadeurs de la nutrition, afin de maintenir l'élan et de consolider les effets de leurs initiatives.
- Les institutions de parlementaires régionales et mondiales, comme l'Union interparlementaire (UIP) et le Parlement panafricain, œuvrent en faveur de la nutrition et peuvent soutenir l'engagement et l'action à l'échelle nationale des parlementaires en faveur de la nutrition.
- La société civile et les Nations Unies soutiennent les parlementaires et leurs réseaux et alliances dans les pays SUN. Ce soutien doit perdurer, au-delà des mandats électoraux de parlementaires qui ne conservent pas toujours leur siège d'une élection à une autre.
- Cet atelier a débouché sur la signature d'une déclaration dans laquelle les parlementaires se sont engagés à prendre des mesures en matière de nutrition avant le sommet Nutrition pour la croissance qui se tiendra à Tokyo en 2020, et au-delà. Pour en savoir plus sur cette déclaration, cliquez [ici](#).

Atelier n° 18

Nourrir le monde en respectant les limites de la planète : les systèmes alimentaires face aux changements climatiques

Résumé

Les changements climatiques menacent les écosystèmes qui assurent le maintien des systèmes alimentaires pour des millions de femmes, d'hommes et leurs familles. Ils dégradent les sols et réduisent la valeur nutritive des cultures tout en nuisant aux nappes phréatiques et à l'environnement sanitaire. Tout ceci a des conséquences sur la structure de la morbidité des populations et sur leur capacité à absorber les nutriments. La menace sur la sécurité alimentaire des foyers est donc bien réelle. Les changements climatiques affectent davantage les pays à faible revenu et grignotent les progrès accomplis vers l'élimination de la malnutrition. La relation entre changements climatiques et systèmes alimentaires est bidirectionnelle : les systèmes et régimes alimentaires sont très sensibles au climat, mais ils provoquent également les changements climatiques et la perte de biodiversité. Cette relation bidirectionnelle est un grand défi que nous devons relever : comment adapter les systèmes alimentaires aux changements climatiques pour assurer leur résilience et nourrir toute la planète et ses habitants, tout en atténuant leurs effets sur les écosystèmes qui garantissent une bonne nutrition ?

Cet atelier a permis aux participants de mieux comprendre les effets des changements climatiques sur les systèmes alimentaires, ainsi que ses implications sur les résultats nutritionnels dans les différents pays SUN. Ce fut l'occasion de découvrir comment l'approche multisectorielle et multi-acteurs SUN de la nutrition peut contribuer à l'élaboration de stratégies d'adaptation et d'atténuation, aux différents stades du système alimentaire. Des expériences du Honduras, du Mozambique, du Sri Lanka et de Fidji ont illustré ces différents thèmes.

Ce qu'il faut retenir

- La nutrition est un élément clé de la résilience face aux changements climatiques. Les mécanismes de financement des interventions en cas de catastrophe doivent s'adapter aux chocs climatiques et aux catastrophes à répétition, et la nutrition doit être systématiquement intégrée aux actions humanitaires et de développement avec comme objectif d'améliorer le sort des populations les plus vulnérables en améliorant leur résilience aux chocs climatiques.
- Donner plus de moyens aux populations les plus vulnérables : l'expérience du Mozambique, après le passage du cyclone Kenneth², illustre bien les effets lourds de conséquences des changements climatiques auxquels les femmes font face, notamment les risques d'abus sexuels et de violence à leur encontre. Il est crucial de développer l'autonomisation des femmes dans de telles situations. De manière plus générale, il faut s'assurer que les agriculteurs locaux disposent des moyens de vivre décemment pour assurer la résilience nutritionnelle des populations et des systèmes alimentaires.
- Repenser les systèmes alimentaires : il faut encourager, par des incitations, une production alimentaire durable avec le maintien des pratiques ancestrales et la promotion des cultures et graines locales qui protègent la biodiversité et fournissent des aliments nutritifs. Il faut s'efforcer de reconstruire les systèmes alimentaires locaux valorisant les régimes alimentaires durables, réduisant les pertes alimentaires et régulant l'usage de plastique dans la chaîne alimentaire. Il est également bon d'encourager l'agriculture urbaine compte tenu de la rareté des terres. La recherche doit permettre aux petits exploitants agricoles d'utiliser les technologies agricoles pouvant les aider à faire face aux changements climatiques et à ses effets sur le contenu nutritionnel des céréales.
- Impliquer davantage les acteurs du secteur privé : le secteur privé doit davantage promouvoir les initiatives durables et le renforcement des conditions d'application des technologies permettant de s'adapter aux changements climatiques (comme les systèmes d'alerte fournissant aux agriculteurs des informations sur les changements météorologiques).
- Les plateformes multisectorielles des pays SUN peuvent servir de tremplin d'intégration de politiques et interventions de sécurité alimentaire, de nutrition, d'égalité hommes-femmes, de résilience et de changements climatiques au niveau national, sachant toutefois que les pays doivent aussi utiliser les mécanismes existants et centrer leurs efforts sur les effets éventuels sur la nutrition.
- Le Mouvement SUN a un rôle important à jouer dans le partage des connaissances entre pays sur les liens entre nutrition et changements climatiques. Il s'agit notamment de diffuser encore plus d'informations sur les régimes alimentaires bons pour la planète et sur les interventions de transformation des systèmes alimentaires visant à les rendre plus nutritifs et à réduire leurs effets sur le climat. Enfin, il est judicieux d'encourager l'apprentissage par les pairs originaires de différents pays, notamment sur des programmes de préparation et d'adaptation aux chocs climatiques.

Atelier n° 19

Comment accélérer les progrès en matière de nutrition : leçons tirées d'un examen approfondi du retard de croissance

Résumé

² Le cyclone tropical Kenneth, qui a frappé le pays en avril 2019, était le plus intense jamais enregistré au Mozambique.

Les retards de croissance sont l'un des enjeux les plus complexes pour le Mouvement SUN. S'il est vrai que les taux de retards de croissance mondiaux ont diminué au cours des 15 dernières années (passant de 32 à 22 %), il faudra tripler ce rythme de progression pour atteindre les objectifs de nutrition de l'Assemblée mondiale de la Santé. Cet atelier a donné un aperçu des tendances et des progrès accomplis dans l'accélération de la réduction des retards de croissance. Des études de cas du Népal, du Ghana et du Rwanda ont été présentées tandis que des intervenants du Pérou, du Vietnam, du Burkina Faso et du Burundi ont partagé leurs expériences.

Ce qu'il faut retenir

- Il faut absolument comprendre les moteurs du changement. Les recherches ont démontré que les motifs de la réduction des retards de croissance diffèrent grandement d'un pays à un autre. En outre, les interventions contribuant à la nutrition n'expliquent que 50 % de ces changements. Il faut aussi bien comprendre les causes de la progression des retards de croissance dans chaque pays pour développer des stratégies adaptées, appuyées par des faits probants, le but étant de renforcer la lutte contre les retards de croissance.
- Les taux de prévalence des retards de croissance au niveau local sont souvent plus élevés que les taux à l'échelle nationale. Par exemple, les taux de retards de croissance dans les zones rurales du Pérou sont trois supérieurs aux chiffres nationaux.
- Tout plan national doit donc être adapté à la situation locale.
- L'engagement politique est essentiel pour favoriser les avancées dans ce domaine et il doit se traduire par un engagement financier.
- Des plateformes multi-acteurs et des programmes multisectoriels sont généralement indispensables au bon fonctionnement des stratégies de lutte contre les retards de croissance mais de tels mécanismes, à tous les niveaux, doivent être consolidés pour en assurer leur pérennité.
- La priorité doit être donnée aux stratégies de lutte contre les retards de croissance : il faut des données probantes permettant de choisir les interventions prioritaires et leur lieu de mise en œuvre.
- Il faut équilibrer les activités spécifiques à la nutrition et celles y contribuant.
- Les retards de croissance sont un problème complexe et ses solutions le sont également. Lutter contre le fardeau des retards de croissance requiert des actions efficaces et opportunes, qui prennent du temps.

Atelier n° 20

Renforcer la résilience nutritionnelle face à l'incertitude

Résumé

La malnutrition trouve ses sources dans différentes formes de fragilité, notamment politique, sociale, climatique et économique. Elle a des effets non seulement sur la morbidité et la mortalité des populations mais également sur la capacité à réaliser tous les Objectifs de développement durable. Dans des contextes fragiles, des stratégies multi-acteurs et conçues sur mesure doivent être mises en œuvre. Malgré la complexité que cela représente, elles doivent être modulables et résilientes pour faire face aux risques spécifiques et pouvoir saisir les possibilités.

Cet atelier a été l'occasion d'explorer les éventuels programmes et politiques susceptibles de limiter la dépendance persistante à l'aide humanitaire dans des zones fragiles. Les exemples provenaient d'Afghanistan, du Niger et d'Éthiopie.

Ce qu'il faut retenir

- L'aide humanitaire indépendante et salvatrice est vitale tant que les gouvernements et garants des droits ne sauront forger leurs propres capacités d'intervention, se donner les moyens fiscaux nécessaires et prendre l'engagement politique pour répondre, en temps et en heure, aux chocs et aux crises.
- Les acteurs humanitaires doivent clairement expliquer aux gouvernements et aux partenaires du développement dans les domaines de la nutrition et de la sécurité nutritionnelle qu'une approche sur le long terme est primordiale et qu'elle doit s'accompagner de programmes de développement idoines, pérennes et ciblant les populations les plus vulnérables des régions les plus vulnérables recevant une aide humanitaire.
- Les fonds alloués à court terme compliquent l'émergence d'une résilience nutritionnelle durable.
- Il faut disposer de moyens de financement du développement prévisibles et s'étalant sur plusieurs années pour le gouvernement et les partenaires du développement. Ces moyens doivent être modulables, adaptables et intégrés aux plans de développement nationaux. L'atelier a indiqué que d'autres outils et systèmes peuvent également contribuer à la résilience, comme une assurance-risque, un financement du secteur privé, un financement commun, etc.
- Dans la plupart des cas, les coûts de transaction de l'aide humanitaire indépendante sont plus élevés que le recours à des capacités d'intervention d'urgence provenant des institutions d'un État. Il faut donc investir dans la capacité des États pour qu'ils puissent prendre le relais sur les acteurs humanitaires indépendants au plus vite, sans risquer la vie des personnes qui sont dans le besoin.
- Pour ce faire, il faut rassembler les acteurs de la nutrition œuvrant dans les domaines de l'humanitaire et du développement pour réaliser une analyse conjointe, une planification et une mise en place cohérente. Cela requiert une compréhension mutuelle et un respect des principes opérationnels, approches et modèles de financement d'autrui.
- Chaque pays doit disposer de ses propres stratégies de renforcement des programmes de prévention et de résilience.
- La paix est une condition préalable à la plupart des interventions, notamment celles en lien avec l'amélioration de la nutrition. Des solutions politiques existent pour mettre fin aux conflits, à la discrimination, à l'exclusion et aux autres causes de la fragilité d'un pays et elles doivent être adoptées pour éradiquer la malnutrition.
- Le Sommet de la nutrition pour la croissance de 2020 à Tokyo sera l'occasion de prendre des engagements politiques et financiers et de lutter contre l'aversion excessive pour le risque dans le domaine du financement de la coopération au développement.

Jeudi 7 novembre 2019

Séance plénière 3 : Harmoniser les activités du Mouvement SUN avec les Objectifs du développement durable

Cette séance plénière était une conversation franche sur l'évolution du paysage nutritionnel et sur le devenir du Mouvement SUN en amont de sa troisième phase, afin de mieux combattre toutes les formes de malnutrition. Les intervenants ont partagé leur vision des défis et solutions quant à l'avenir du Mouvement SUN, et ce à l'approche de la décennie d'exécution du Programme de développement

durable à l'horizon 2030 et de l'étape à mi-parcours de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016 -2025).



Intervenants :

- Monsieur Shawn Baker, conseiller spécial auprès du comité exécutif du Mouvement SUN (modérateur)
- Monsieur Maxwell Mumba, jeune leader SUN, Zambie (discours d'objectifs ambitieux)
- Son Excellence Madame Frances Piagie Alghali, Ministre d'État, bureau du Vice-président de la Sierra Leone
- Madame Meera Shekar, spécialiste en chef de la nutrition mondiale, Banque mondiale et présidente du comité exécutif du Mouvement SUN
- Docteur Lawrence Haddad, directeur exécutif, Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (GAIN) et membre du comité exécutif du Mouvement SUN
- Docteur Anna Lartey, directrice de la nutrition, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et membre du comité exécutif du Mouvement SUN
- Madame Asma Lateef, directrice du Bread for the World Institute et membre du comité exécutif du Mouvement SUN
- Monsieur Felix Phiri, directeur de la nutrition, Ministère de la santé, département de la nutrition, du VIH et du SIDA au Malawi et membre du comité exécutif du Mouvement SUN
- Madame Tatjana Von Steiger, directrice adjointe de Domain Global Cooperation, Direction suisse du développement et de la coopération (DDC) et membre du comité exécutif du Mouvement SUN

Pour visionner la vidéo de la troisième séance plénière, cliquez sur le lien suivant :

<https://www.youtube.com/watch?v=N71t8eHzsgo>

Des photos de la journée du jeudi 7 novembre sont consultables en cliquant sur le lien suivant :

<https://www.flickr.com/photos/scalingupnutrition/albums/72157711959134906>

Ce qu'il faut retenir :

- Cette séance plénière a été l'occasion d'explorer l'environnement dans lequel le Mouvement SUN évolue. Elle a servi de plateforme d'échange sur les défis et les solutions pour les parties prenantes du Mouvement SUN qui ont ainsi pu discuter de l'avenir du Mouvement en vue du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de la Décennie de l'action pour la nutrition.

- Face à ces défis, les systèmes alimentaires doivent fournir des régimes nutritifs, sûrs, abordables et durables, dans des limites garantissant la durabilité de la planète.
- La santé, l'eau et l'assainissement, l'éducation et les systèmes de protection sociale ont également un rôle crucial à jouer en encourageant et en soutenant une bonne nutrition pour les enfants, les adolescents et les femmes.
- Les discussions ont approfondi les thèmes de la croissance, de l'adhésion au Mouvement et de sa focalisation stratégique ainsi que les implications, au fil du temps, dans la lutte contre toutes les formes de malnutrition. Les défis majeurs y compris la mondialisation, l'urbanisation, les inégalités, les crises humanitaires et les chocs climatiques ont des répercussions néfastes sans précédent sur la nutrition des populations du monde entier.
- Les intervenants ont souligné que l'appropriation du programme en faveur de la nutrition doit incomber aux gouvernements et bénéficier du soutien des parties prenantes locales et internationales. Cela signifie que tous les acteurs du Mouvement SUN doivent promouvoir une convergence, une harmonisation et une redevabilité en matière d'impact par l'intermédiaire de leurs organisations, sociétés et réseaux.



ATELIERS (jeudi 7 novembre)

Atelier n° 21

Des résultats communs pour plus de résultats : points à retenir des quatre régions du Mouvement SUN

Résumé

La lutte contre la malnutrition exige un effort coordonné de tous les secteurs. Il existe de nombreux plans nationaux de nutrition et systèmes de suivi et d'évaluation pour orienter l'élaboration et la mise en œuvre des objectifs nutritionnels d'un pays. La qualité des plans de nutrition multisectoriels instaurés par les pays doit être améliorée car des plans incomplets nuisent à la durabilité et à la redevabilité des effets sur la nutrition. Les preuves intangibles de l'efficacité des mesures, des méthodes et des coûts se font rares et cela empêche les donateurs, les décideurs et les gestionnaires de programmes de prendre des décisions dans le contexte de restriction des ressources qui est le leur. Cet atelier a passé en revue les expériences de développement et de mises en œuvre de cadres communs de résultats au Bangladesh, au Mali, au Pérou et en Tanzanie. Le Programme alimentaire mondial (PAM) en Asie a également présenté différents points de vue sur l'intérêt et les défis de ces cadres, en tant que partenaire de développement. Aux fins de cet atelier, les expressions « cadres communs de résultats » et « plans nationaux de nutrition » sont interchangeables.

Ce qu'il faut retenir

- Les cadres communs de résultats sont très différents. Ils ont tous des objectifs clairs en matière de résultats mais ils varient selon l'importance accordée à la redevabilité (qui est responsable des indicateurs et réalisations), aux flux de ressources (budget et dépenses) et à la décentralisation (qui est responsable des objectifs et des budgets).
- L'atelier a indiqué que tous les cadres communs de résultats ont suivi des cycles de « correction de trajectoire » à mesure que l'expérience s'accumulait. Par exemple, au Mali, 65 % des ressources nutritionnelles étaient consacrées en priorité à des activités d'intervention d'urgence, au détriment d'actions de renforcement de la résilience. En Tanzanie, un examen à mi-parcours (troisième année d'un plan et cadre sur cinq ans) a révélé que seulement près de 40 % du budget prévu avait été mobilisé. Au Pérou, les estimations budgétaires de certaines activités se sont améliorées avec l'expérience.
- Défis concernant les données : le PAM a suggéré que la périodicité des données pourrait compliquer les plans, en citant l'expérience du Cambodge où l'étude démographique et sanitaire se déroule uniquement tous les cinq ans et ne coïncide pas avec le début des plans nationaux de nutrition. Ainsi, il n'y avait aucun indicateur de nutrition de référence. Une solution partielle à ce problème a été d'introduire des indicateurs de nutrition subrogatifs.
- Un autre défi à relever tient au fait que le suivi de l'indicateur de résultats dépend généralement des secteurs et nombreux sont ceux qui manquent d'experts en nutrition, ce qui limite donc la capacité de collecte de données nutritionnelles.
- Le cadre commun de résultats a été unanimement considéré comme un outil de planification utile au renforcement de la nutrition. Il contribue à l'harmonisation des programmes des parties prenantes, notamment du gouvernement et des partenaires de développement, et il pourrait être utilisé pour se concentrer sur des priorités définies ensemble.

Atelier n° 22

Intégrer les interventions en matière de nutrition et d'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement dans la pratique : ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas

Résumé

L'objectif consistant à éliminer la malnutrition d'ici 2030 ne pourra pas être atteint tant que la quasi-totalité des pays du Mouvement SUN continuera d'être confrontée à des services insuffisants en matière d'eau potable, d'assainissement et d'hygiène (WASH). L'objectif du partenariat conclu entre le Mouvement SUN et Assainissement et eau pour tous (SWA) est d'aider les gouvernements et les partenaires à renforcer leur collaboration et l'intégration de la nutrition et des services WASH.

Il a été prouvé que des services inadaptés dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène contribuent à la dénutrition, de manière directe et indirecte. Des recherches récentes, notamment des essais contrôlés randomisés réalisés dans le cadre de l'étude SHINE (assainissement, hygiène, efficacité nutritionnelle infantile), au Bangladesh, au Kenya et en Zambie, ont indiqué que des interventions WASH de base n'ont, à elles seules, aucun effet sur la croissance linéaire et uniquement un effet mitigé sur le traitement de la diarrhée. Cela souligne la complexité des relations entre les services WASH et la dénutrition, ainsi que le besoin d'interventions supplémentaires en plus des programmes WASH « de transformation ». Cet atelier a présenté des expériences du Cambodge, de l'Éthiopie, de Madagascar, du Mali et du Népal, ainsi que des résultats d'autres partenaires.

Ce qu'il faut retenir

- L'atelier a souligné l'importance fondamentale de l'intégration de politiques dans différents secteurs (y compris la santé, l'agriculture et l'éducation), intégration pourtant absente de nombreux pays. En outre, les pays intégrant des politiques font tout de même face à des défis considérables, aussi bien sur le plan financier que sur celui de la mise en place d'approches intégrées.
- La volonté politique, au plus haut niveau, a été reconnue comme étant très importante pour les approches intégrées, car seuls les dirigeants politiques de haut rang peuvent rassembler les différents ministères d'exécution et leur demander des comptes. C'est essentiel, car obtenir un budget suffisant pour l'intégration des services WASH et de la nutrition exige l'implication de nombreux ministères et l'identification des rubriques budgétaires pertinentes dans différents domaines. Par exemple, au Cambodge, 20 ministères font partie d'un groupe de travail technique présidé par le Vice-premier ministre pour cerner les priorités et le plan d'action.
- Il faut ensuite travailler à la mise en place d'un dialogue politique de haut niveau sur l'intégration à une coordination infranationale améliorée et des prestations au niveau local. La capacité technique pour les services WASH est limitée au niveau infranational et souvent, les professionnels de services WASH ne savent pas comment améliorer le caractère nutritionnel de leurs interventions.
- Aboutir à des changements durables de comportement en matière de nutrition et d'hygiène requiert de la créativité et une volonté d'investir sur le long terme. Une adoption durable d'interventions WASH est impossible sans une infrastructure adaptée d'alimentation en eau (par exemple, la *Déclaration de Seqota* de l'Éthiopie visant à éliminer les retards de croissance d'ici 2030 donne la priorité à l'alimentation en eau dans le cadre de sa phase innovante). Les donateurs doivent également comprendre qu'il s'agit d'un engagement à long terme.
- Il est important d'optimiser l'utilisation des moyens financiers existants pour des approches plus intégrées (le Mécanisme de financement mondial a été cité comme exemple). L'échange de témoignages de réussites peut servir à démontrer l'utilité d'une telle intégration mais il manque encore des preuves des avantages de l'intégration entre services WASH et nutrition pour convaincre les donateurs et les gouvernements. Il faut donc faire encore plus.
- L'utilisation de plateformes multisectorielles déjà en place pour une plus grande intégration des approches et un renforcement de la coordination est crucial, mais de solides mécanismes de redevabilité sont également nécessaires. Il faut donner plus de moyens et de connaissances aux collectivités et aux citoyens, et les informer de leurs droits. Une plus grande appropriation par les autorités locales et les collectivités produit des effets durables. Par exemple, le Népal a su exploiter les possibilités de son système fédéral et son programme pilote WASH, ciblant 35 000 femmes au niveau local, a eu de bons résultats.

Atelier n° 23

Renforcement des interventions contribuant à la nutrition

Résumé

Une intervention contribuant à la nutrition est une intervention permettant de progresser vers l'atteinte des objectifs de nutrition. Les interventions spécifiques à la nutrition, quant à elles, ont pour principal objectif d'améliorer la nutrition. Les programmes contribuant à la nutrition ont recours à des secteurs complémentaires tels que l'agriculture, les filets de sécurité sociale, le développement du jeune enfant, les systèmes de santé et l'éducation, pour influencer sur les facteurs déterminants sous-jacents de la nutrition. Ces programmes ont un énorme potentiel d'amélioration de l'ampleur et de

l'efficacité des interventions spécifiques à la nutrition. Le Rapport mondial sur la nutrition 2014 a noté que la base de données factuelles sur laquelle s'appuyer pour réaliser ce potentiel est faible mais se renforce au fil du temps. Les données de l'aide publique au développement officielle du Rapport mondial sur la nutrition soulignent la nécessité d'investir davantage dans la nutrition. Le besoin d'impliquer tous les secteurs est évident et pour cela il faut les influencer et nouer des relations (ce qui peut être long et chronophage) afin de renforcer les interventions contribuant à la nutrition. Dans le cadre de cet atelier, des études de cas du Sénégal, du Népal et du Burundi, ainsi qu'un programme de résilience du PAM en Afrique de l'Ouest, ont été présentées.

Ce qu'il faut retenir

- Une impulsion politique forte est essentielle. Les gouvernements se doivent de jouer un rôle moteur stimulant les activités contribuant à la nutrition, tout particulièrement en lien avec les programmes multisectoriels. Cela passe par un plan global pouvant être adapté et contextualisé au niveau local.
- Les acteurs de la société civile locale et internationale sont reconnus comme étant des parties prenantes clés du renforcement de la nutrition, puisqu'ils assurent une couverture étendue dans de nombreux pays et qu'ils peuvent dialoguer avec de nombreux interlocuteurs. Cela est particulièrement vrai au Sénégal, où les partenariats entre ONG locales et internationales ont été encouragés (pour permettre un transfert de compétences), avec l'aide du gouvernement, qui a su valoriser la coordination en précisant les lieux et les acteurs quels acteurs étaient chargés de quelles activités et où.
- La coordination intersectorielle est décisive pour dynamiser les programmes contribuant à la nutrition. Il est nécessaire d'aider les secteurs à développer leurs propres plans d'action en fonction du plan national, pour mieux présenter les actions nutritionnelles qu'ils proposent et y réfléchir lors des réunions de coordination.
- Les données restent problématiques. Les interventions dans de très nombreux secteurs exigent l'intégration de bases de données, ce qui représente un immense défi. Tous les pays ont noté la difficulté de mettre en place un seul et unique système de suivi et d'évaluation pour une approche multisectorielle. L'intégration d'informations nutritionnelles dans les systèmes de santé peut être complexe car les données de santé concernent tous les enfants âgés de moins de trois ans tandis que les données nutritionnelles exigent une collecte d'informations sur les enfants de moins de deux ans.
- Les femmes et les personnes les plus vulnérables doivent pouvoir apporter leur pierre à l'édifice tout au long du processus. L'étude de cas du Népal sur la nutrition dans les écosystèmes agricoles des régions montagneuses était centrée sur les agricultrices qui ont reçu des intrants et un soutien pour la culture de légumes locaux et riches en nutriments.

Atelier n° 24

Nutrition des adolescents : les « arbres ne doivent pas cacher la forêt »

Résumé

L'adolescence est un moment privilégié pour mettre fin au cycle intergénérationnel de la malnutrition. La conception de stratégies, politiques et programmes ne tient pas compte des jeunes, pourtant ils sont une force puissante de lutte contre la malnutrition. En outre, les jeunes représentent une part importante de la population mondiale et 25 % de la population des pays en développement. Les données disponibles sur l'état nutritionnel de cette tranche d'âge sont très limitées alors qu'elle connaît de nombreux problèmes de dénutrition, de surpoids et d'obésité. Au cours de cet atelier, des

leaders de la jeunesse de nombreux pays ont parlé des problèmes auxquels ils sont confrontés, ainsi que de leurs besoins et des possibilités d'une plus grande association entre interventions mondiales et nationales.

Ce qu'il faut retenir

- Il faut absolument combler les lacunes entre plateformes de la jeunesse et grandes organisations. Les jeunes femmes et hommes estiment souvent que les grandes organisations sont comme des mastodontes immuables qui ne voient pas l'intérêt d'impliquer des jeunes inexpérimentés et très peu formés à la nutrition. Ils se sentent souvent traités avec condescendance et ne savent pas comment être reconnus et soutenus dans leur pleine participation aux interventions de lutte contre la malnutrition. Il règne, parmi les jeunes leaders, un sentiment général de sous-représentation lors du Rassemblement mondial du Mouvement SUN de 2019.
- Les jeunes femmes et hommes ne peuvent pas, et ne devraient pas, être les seuls à assumer l'engagement des jeunes car tout le monde est responsable du problème de la nutrition chez les adolescents.
- Les pays doivent présenter des stratégies et des plans clairs pour la participation des jeunes. Certains pays disposent de plans et stratégies pour la jeunesse (comme l'Éthiopie) mais ce n'est pas le cas de la majorité d'entre eux.
- Les données sur la nutrition des adolescents sont également rares. Le Rapport mondial sur la nutrition ne propose pas de fiche d'évaluation de la nutrition des adolescents et aucune donnée de ce type n'est recueillie. La série Lancet à venir sur la nutrition des adolescents contribuera à expliquer la prévalence et le fardeau de la malnutrition au sein de cette tranche d'âge et à recommander des mesures de recueil de données.
- Les réseaux de jeunes ne sont pas exploités. Il règne un sentiment que l'urgence de la malnutrition n'est pas communiquée aux jeunes et qu'un discours plus impérieux et moins technique doit être utilisé.
- L'atelier a révélé qu'un très grand nombre d'adolescents n'ont pas de moyens d'action directs sur leurs propres corps ou sur leur temps, et que ces jeunes sont laissés de côté. Souvent exclus du système éducatif, ils risquent plus de contracter un mariage précoce, d'avoir une grossesse précoce, et ils sont plus exposés à la malnutrition et à la violence. Il a été noté que l'éducation est un point d'entrée clé de protection des jeunes, tout particulièrement des filles, qui peut permettre d'agir sur les problèmes nutritionnels telle que l'anémie.

Atelier n° 25

Assistance technique – Un catalyseur pour accélérer les progrès dans le renforcement de la nutrition aux niveaux national et décentralisé

Résumé

Les pays qui adhèrent au Mouvement SUN rejoignent un réseau et un système de soutien mondiaux qui s'efforcent d'atteindre des objectifs communs pour des interventions nutritionnelles efficaces. Dans le cadre de ce réseau, les pays collaborent souvent avec des fournisseurs d'assistance technique (AT) basés dans leur pays et à l'étranger. Cet atelier a fourni des exemples d'assistance technique au sein de divers pays, et a précisé les évolutions concrètes et possibles au niveau local. Des exemples venant de la Guinée, des Philippines et du Yémen ont parfaitement illustré comment l'assistance technique de Nutrition International (NI) et de MQSUN+ a contribué à l'avancée des plans

nutritionnels et au franchissement des obstacles. L'atelier a également souligné les priorités et les avantages de l'assistance technique et la façon d'en améliorer la prestation aux pays.

Ce qu'il faut retenir

- L'atelier a insisté sur le fait que l'assistance technique a aussi pour rôle de rassembler. Par exemple, en Guinée, un avantage clé de l'assistance technique a été la capacité du conseiller d'assurance technique à rassembler et à encourager les discussions en faveur du développement d'un plan stratégique.
- Il semble bien que les effets de l'assistance technique soient d'autant plus forts si un recensement des parties prenantes et des interventions est réalisé au début de l'exercice. Ce type de recensement offre, à toutes les parties prenantes, une présentation claire de la situation des interventions nutritionnelles et constitue une bonne base de lancement de l'assistance technique.
- L'atelier a également permis de souligner que l'assistance technique doit pouvoir s'adapter, notamment dans le cas du Yémen, où l'assistance technique a dû évoluer avec les besoins pour gérer la situation fragile dans laquelle le pays se trouve. Ainsi, une description de mission flexible assurera la continuité de l'assistance technique face aux besoins sur le terrain, tant au niveau national qu'infranational.
- L'assistance technique doit être un processus mené par les pays pour qu'elle puisse répondre à leurs propres priorités en fonction de leurs contraintes. Elle ne doit jamais se faire à l'échelle mondiale ou être organisée par les donateurs, mais doit toujours répondre et s'adapter aux priorités et structures nationales et locales. Les acteurs gouvernementaux et les parties prenantes locales doivent être impliqués dès le lancement du processus d'assistance technique pour qu'ils en aient réellement le contrôle et qu'ils puissent surveiller la prestation des services d'assistance.
- L'atelier a révélé le besoin d'une prise de conscience des réalités auxquelles font face les acteurs nationaux. Au niveau infranational, les parties prenantes doivent mettre en place de très nombreuses politiques et elles ont besoin d'aide pour clarifier des politiques imbriquées et parfois conflictuelles.
- La durabilité des plans est également un aspect technique essentiel. L'assistance technique permet souvent de lancer les choses mais le manque de capacités empêche parfois de mener les projets à terme. Les participants ont réfléchi au rôle des institutions d'enseignement supérieur et de recherche comme autres prestataires de services d'assistance technique.
- Il faut davantage se concentrer sur la mise en œuvre. La prestation de services d'assistance technique doit répondre aux besoins des utilisateurs finaux pour s'assurer que des outils solides correctement développés soient bien utilisés et ne soient pas relégués au second plan.

Séance plénière 4 : Cérémonie de clôture – Accélération de l'élimination de la malnutrition, sans laisser personne de côté



La séance plénière finale et la cérémonie de clôture du Rassemblement mondial 2019 du Mouvement SUN ont principalement traité de l'orientation stratégique du Mouvement SUN en vue du Sommet de la nutrition pour la croissance de 2020 à Tokyo et de la troisième phase du Mouvement SUN (2021-2025). Les membres du Groupe principal du Mouvement SUN ont pris des engagements forts sur la manière dont ils vont soutenir les pays SUN dans leurs avancées. La séance plénière s'est conclue avec l'intervention de la coordinatrice du Mouvement SUN et de représentants de haut niveau du gouvernement du Népal pour présenter la déclaration de Katmandou à Son Excellence Monsieur Masamichi Saigo, ambassadeur du Japon au Népal, en reconnaissance de l'engagement du Mouvement SUN en vue du Sommet de la nutrition pour la croissance de 2020 à Tokyo.

Intervenants :

- Madame Cherrie Atilano, fondatrice et directrice générale d'Agrea Agricultural Systems International Inc. et membre du Groupe principal du Mouvement SUN (modératrice)
- Madame Sophie Healy-Thow, leader de la jeunesse et membre du Groupe principal du Mouvement SUN (discours d'objectifs ambitieux)
- Madame Manal Al Alem, cheffe cuisinière et membre du Groupe principal du Mouvement SUN
- Monsieur Martin Chungong, secrétaire général de l'Union interparlementaire (UIP) et membre du Groupe principal du Mouvement SUN
- Madame Monica Musonda, directrice générale de Java Foods et membre du Groupe principal du Mouvement SUN
- L'honorable Inia Seruiratu, Ministre de la défense et de la sécurité nationale, Ministre des affaires étrangères de Fidji et membre du Groupe principal du Mouvement SUN
- Docteur Usha Jha, membre honorable de la Commission nationale de planification du Népal
- Docteur Yuba Raj Khatriwada, l'honorable Ministre des finances du Népal
- Son Excellence Monsieur Masamichi Saigo, ambassadeur du Japon au Népal
- Madame Gerda Verburg, Sous-secrétaire générale de l'ONU et coordinatrice du Mouvement SUN
- Monsieur Upendra Yadav, l'honorable Vice-premier ministre et Ministre de la santé du Népal

Pour visionner la vidéo de la quatrième séance plénière, cliquez sur le lien suivant :

<https://www.youtube.com/watch?v=N71t8eHzsgo>

Des photos de la journée du jeudi 7 novembre sont consultables en cliquant sur le lien suivant :

<https://www.flickr.com/photos/scalingupnutrition/albums/72157711959134906>

Ce qu'il faut retenir :

- Il n'est pas juste que les régimes alimentaires sains soient l'apanage des personnes qui ont les moyens de se les offrir et que de nombreuses les populations n'y aient pas accès. Les systèmes alimentaires actuels ne remplissent pas leur rôle, ils favorisent les mauvais régimes alimentaires et exacerbent les inégalités, les changements climatiques et la dégradation de l'environnement.
- Une plus grande implication des jeunes dans le Mouvement SUN sur le terrain, à l'échelle nationale comme internationale, est essentielle, et la jeunesse doit participer aux prises de décisions et aider à trouver des solutions innovantes pour en finir avec la malnutrition.
- Le financement des donateurs et les dépenses publiques ne suffisent pas à transformer réellement la nutrition et le secteur privé doit davantage investir dans ce domaine. Il faut convaincre les entreprises privées de veiller à ce que leurs investissements dans l'alimentation contribuent à la nutrition. Les petites et moyennes entreprises sont des acteurs clés des systèmes alimentaires car elles produisent 60 % de toute l'alimentation des pays SUN et elles ont besoin d'être davantage soutenues. Un environnement propice à un engagement du secteur privé doit être créé pour encourager les entreprises à faire ce qu'il faut et pour rappeler à l'ordre celles qui nuisent à la bonne nutrition des populations.
- Combattre la malnutrition exige une collaboration avec les acteurs et des initiatives dans le domaine de tous les ODD, bien au-delà de l'ODD 2. Il faut aussi se concentrer sur des actions de lutte contre les changements climatiques pour obtenir des résultats durables dans le domaine de la nutrition, car ces changements aggravent les problèmes de malnutrition dans les pays SUN.
- Il faut aussi utiliser au mieux les prérogatives des Parlements pour améliorer la nutrition. Ceux-ci peuvent jouer un rôle plus important au sein du Mouvement SUN, notamment au niveau national, en faisant avancer les programmes nutritionnels par la promulgation des lois, le vote des budgets et le contrôle des mandats. Il faut pour cela les sensibiliser aux enjeux de la nutrition.
- Le Sommet de la nutrition pour la croissance de 2020 à Tokyo est une merveilleuse occasion de faire avancer la nutrition dans les pays SUN ; cela passe par des engagements d'intégration de la nutrition dans la couverture sanitaire universelle, par la création de systèmes alimentaires durables et par l'intervention dans des États fragiles et en proie à des conflits, avec également une amélioration des systèmes de financement et de redevabilité dans le domaine de la nutrition.



La Déclaration de Katmandou

L'un des événements phares du Rassemblement mondial 2019 du Mouvement SUN a été la « Déclaration de Katmandou » présentée sur scène lors de la cérémonie de clôture. Cette Déclaration non contraignante reflète l'engagement du Mouvement SUN à mettre fin à la malnutrition sous toutes ses formes.

Elle repose sur les messages clés et les principales idées échangées par les parties prenantes du Mouvement SUN au cours des 25 ateliers et des 4 séances plénières qui se sont tenus pendant quatre jours. Reconnaisant que le triple fardeau de la malnutrition (dénutrition, faim cachée, surpoids et obésité) menace la survie, la croissance et le développement des enfants, jeunes adultes et femmes, mais aussi des économies et des pays, la Déclaration doit être considérée comme un appel à l'action à l'adresse de tous les membres du Mouvement SUN en vue du Sommet de la nutrition pour la croissance de 2020 qui se tiendra à Tokyo.

S'articulant autour des domaines d'actions énoncés dans la Stratégie et feuille de route du Mouvement SUN de 2016-2020, elle sert à encourager et à motiver tous les pays membres et parties prenantes qui pourront s'inspirer de la manifestation de Katmandou, avant le Sommet de Tokyo en 2020 et en vue de la troisième phase du Mouvement SUN.

Dans un geste symbolique, la Déclaration a été remise par le gouvernement du Népal et sa Commission nationale de planification à Son Excellence Monsieur Masamichi Saigo, ambassadeur du Japon au Népal, lors de la cérémonie de clôture.

La Déclaration de Katmandou est consultable en : [Anglais](#) | [Français](#) | [Espagnol](#) | [Russe](#)